

N° 245 - Novembre 2004 - www.observateurocde.org

L'Observateur^{ocde}

Retour
sur
scène

Pétrole

SPECTIVES ÉCONOMIQUES...PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES...PERSPECT



9 770304 339007

OCDE 

Sommaire

N°245 – NOVEMBRE 2004

COURRIER DES LECTEURS

- 2 Une ère nouvelle pour l'UE ;
Statistiques et réalité

ÉDITORIAL

- 3 Donner ses chances au
développement
Donald J. Johnston

EN BREF

- 4 Une avancée décisive – l'aide au
développement ; Les échanges aug-
mentent ; Le chômage baisse ; Best
of ; Rassurer les assurés ;
Un cinquième des emplois *délocali-
sables* ; Contrôles de classe

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE Dossier spécial

- 7 Sommaire
- 8 Un optimisme mesuré
Jean-Philippe Cotis
- 10 L'énigme des cours du pétrole
- 13-29 Pays par pays



Cours du pétrole, page 10



Dossier spécial des *Perspectives*, page 7



Climat et développement, page 31

OCDE.ORG

- 31-33 Climat et développement ; Une
recherche universelle ; Des têtes bien
faites ; Le premier ministre de la
République de Turquie à l'OCDE ;
Le centre de l'entreprenariat voit le
jour ; Nouveaux ambassadeurs

33 Frankie.org

34 Calendrier

LIVRES

35 Mamans et patrons ; Une décennie
de progrès ; À chacun sa méthode !

36 Nouvelles publications

38 **Bon de commande**

BANQUE DE DONNÉES

41-44 Ménages sans emploi ; Productivité
des entreprises ; Besoin d'énergie ;
L'emploi en ligne

42-43 Indicateurs économiques

En couverture

Pétrole : Retour sur scène

Photo : ©Tim Wimborne/Reuters

Le pétrolier de 240
mètres « New
Argosy », et l'Opéra
de Sydney en arrière-
plan. Les prix ayant
fortement augmenté
depuis le début de
l'année 2004, le
pétrole occupe à
nouveau le devant
de la scène.



L'Observateur^{ocde}

www.observateurocde.org
© OCDE 2004

Abonnement 2004 :
€50 - US\$56 - £32 - ¥6 400
ISSN 0304-3390
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10
sales@oecd.org

Créé en 1962
Le magazine de l'Organisation de coopération
et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE
2 rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16, France
observer@oecd.org
www.oecd.org

Publié en français et en anglais
par l'OCDE et
Pressgroup Holdings Europe SA
San Vicente, 16-6-1
46002 Valencia, Espagne
Tél. : +34 96 303 1000
Fax : +34 96 303 1234
hp@pressgroup.net

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT :
Sue Kendall-Bilicki
RÉDACTEUR STATISTIQUES :
Eileen Capponi
ASSISTANTS :
Charlotte Bardsley, Alexandra Gaskell,
Joan Tassy, Loïc Verdier
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :
Silvia Thompson
MARKETING : Toby Green

Pressgroup :
ÉDITEUR : Angus McGovern

Les demandes de reproduction ou de
traduction totales ou partielles des articles de
L'Observateur de l'OCDE doivent être adressées
au chef des éditions de l'OCDE :
2 rue André-Pascal,
75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion
de leurs auteurs et non pas
nécessairement celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent
être accompagnés de la mention « Reproduit
(ou traduit) de *L'Observateur de l'OCDE* » et
de la date du numéro. Les articles signés ne
peuvent être reproduits ou traduits qu'avec
leur signature. Deux exemplaires significatifs
doivent être envoyés au rédacteur en chef.
Toute correspondance doit être adressée au
rédacteur en chef. La rédaction n'est pas
tenue de rendre les manuscrits non sollicités.



Une ère nouvelle pour l'UE

Dans son article publié dans
votre édition de mai 2004
(« L'UE élargie et l'OCDE »),
l'ambassadeur d'Irlande auprès
de l'OCDE, John Rowan, écrit
que l'appartenance de son pays à
l'Organisation a été déterminante
pour sa réussite. L'ambassadeur
rappelle également que sur les
10 nouveaux États membres de
l'Union européenne, quatre
seulement sont membres de
l'OCDE.

Les nouveaux pays de l'UE
aspirant à devenir membres de
l'OCDE y parviendront-ils ? Ils
en tireraient certainement profit.
Il est vrai que, tout
particulièrement dans les
économies en transition (ou
convergentes), un cadre bien
établi d'élaboration et
d'évaluation des politiques fait
cruellement défaut. En dépit
d'administrations parfois
importantes, et d'intentions
politiques crédibles, ces pays
pèchent souvent par manque
d'analyse rigoureuse.

Le document sur la stratégie
d'élargissement de l'OCDE,
diffusé en mai 2004, soulignait
les difficultés posées par
l'adhésion de nouveaux
membres. Certains évoquent la
question de la taille de
l'Organisation, mais l'on souhaite
également s'assurer que les
nouveaux membres apportent
une contribution effective.
D'après ce rapport, à l'heure
actuelle, environ 16 États ont
manifesté une certaine volonté
d'adhérer à l'OCDE.

Bien évidemment, on vérifiera
que les candidats répondent,
entre autres, aux critères de
« communauté de vues » et
« d'acteurs importants ». Si ce
dernier critère renvoie
probablement à l'aptitude à
apporter de nouvelles idées et
pas seulement de l'argent frais, il
n'en demeure pas moins qu'à
eux tous, le reste des nouveaux

membres de l'UE qui ne sont pas
membres de l'OCDE (Chypre,
Estonie, Lettonie, Lituanie, Malte
et Slovaquie) ne représentent à
eux tous qu'une population
d'environ 11 millions
d'individus.

Pourtant, parce qu'elle est née
de l'Organisation européenne de
coopération économique
(OECE), l'OCDE entretient de
longue date une relation
singulière avec l'Europe. De
surcroît, l'Europe est l'un des
points névralgiques du monde
actuel où les pays ont en partage
les valeurs de démocratie et
l'engagement en faveur des
principes du marché défendus
par l'Organisation. Aider les
nouveaux États membres de l'UE
à arrêter de saines stratégies
d'action publique et les
encourager à se réformer par le
biais des contacts entre pairs
renforcerait la situation
économique et politique de
l'OCDE dans son ensemble. On
peut espérer que les pays
précités se verront placés en tête
de la liste des candidats.

Ted Fisher,
Budapest, Hongrie

Statistiques et réalité

J'ai été quelque peu surpris des
réponses à propos de la valeur
des statistiques que vous donnez
dans votre dernier numéro
(« Statistiques et réalité »,
L'Observateur de l'OCDE,
n° 244). Vous dites qu'il existe
souvent un écart entre les
chiffres officiels et la réalité telle
que la perçoit le public, et que
cela est particulièrement vrai
quand il s'agit d'évaluer le taux
d'inflation.

Il est probablement exact que
les particuliers, dans leurs achats
au quotidien, ainsi que les
associations de consommateurs,
se font une fausse idée du taux

d'inflation parce qu'ils ne
considèrent qu'une gamme
restreinte de produits. Les
institutions qui, comme l'OCDE,
s'occupent de statistiques
peuvent sans doute obtenir des
chiffres plus proches de la
réalité. À mon avis, vous
soulevez la bonne question :
peut-on utiliser un indice des
prix qui prendrait davantage en
compte les préoccupations
quotidiennes des gens ? Mais en
réponse à cela, votre expert se
contente d'affirmer que
particuliers et associations de
consommateurs sont moins à
même que les statisticiens de se
faire une idée exacte de
l'inflation. En fait, l'utilité des
statistiques serait probablement
plus largement reconnue si les
statisticiens étaient capables de
s'adresser en personne à des
publics plus vastes, et de
répondre aux questions posées
plutôt que de les rejeter en bloc.

L'enjeu pour les statisticiens
consiste à bien cibler leur public.
Les institutions compétentes ne
pourraient-elles pas faire une
distinction entre les
préoccupations des décideurs
- qui ont parfois besoin d'une
représentation
macroéconomique de la réalité -
et les soucis des particuliers dans
leur vie quotidienne ? Il serait
injuste d'accuser en bloc les
médiats car, hormis certains gros
titres parfois trompeurs, les
journaux sérieux diffusent des
données de qualité. L'OCDE a
d'ailleurs largement bénéficié de
cette publicité au fil des ans. S'il
est peu vraisemblable que des
millions de collecteurs de
statistiques comptent pour
truquer les données, il n'est pas
impossible - et il est même
important - qu'ils soumettent
leurs méthodes à l'examen du
public et qu'ils en changent
éventuellement. Après tout, c'est
de notre argent qu'il s'agit !

René Verdier
Paris, France

Donner ses chances au développement

Donald J. Johnston, Secrétaire général de l'OCDE

Il y a quelques jours est paru, dans un grand journal canadien, un article déplorant l'exode de médecins et d'infirmiers qualifiés, originaires de pays d'Afrique qui s'efforcent, par ailleurs, de lutter contre les maladies, en particulier le sida. Ces professionnels hautement qualifiés sont séduits par les perspectives que leur offrent les pays plus développés. Mais bien que leur aspiration à une vie meilleure soit normale, leur départ constitue une perte pour leur communauté.

Ce constat conduit à se poser une question fondamentale à propos de l'aide au développement : des gouvernements qui affirment vouloir encourager le développement des pays pauvres peuvent-ils réellement le faire en menant, dans le même temps, des politiques ayant pour effet d'appauvrir les pays qu'ils souhaitent aider ?

Le noeud du problème tient au manque de cohérence des politiques, les objectifs poursuivis dans certains domaines entrant en contradiction avec ceux recherchés dans d'autres, voire entravant leur réalisation. Malheureusement, l'absence de cohérence est chose courante dans les programmes gouvernementaux. En tant qu'ancien parlementaire et membre du gouvernement d'un pays du G7, je suis bien placé pour le dire. Dans tous les exemples qui me reviennent à l'esprit, cette incohérence provenait de ce que certains considéraient comme des impératifs politiques.

Au sein de l'OCDE, on distingue deux courants de pensée à ce sujet. Le premier, dont je suis un partisan convaincu, met l'accent sur le fait qu'il nous revient de montrer en quoi certaines de nos politiques sapent le développement. Pour prendre des exemples bien connus, je citerais les

Les gouvernements peuvent-ils encourager le développement des pays pauvres quand, dans le même temps, ils mènent des politiques qui ont pour effet d'appauvrir les pays qu'ils souhaitent aider ?

subventions agricoles et les barrières commerciales. En plus d'empêcher les pays en développement de tirer pleinement parti des débouchés qu'ils pourraient trouver chez nous, ces pratiques privent nos propres citoyens de produits moins chers, souvent de meilleure qualité.

L'aide liée, en vertu de laquelle les bénéficiaires sont tenus de recourir à des fournisseurs imposés par les pays donateurs, est un autre exemple d'incohérence car elle va à l'encontre de la libéralisation des échanges et du libre jeu des marchés. De nouveau, ce sont des considérations politiques qui prévalent. Certains prétendent que les fonds alloués au développement diminueraient si l'aide n'était pas liée. Cela impliquerait que l'incohérence vaut parfois mieux que rien. Pour ma part, je n'en suis pas convaincu.

Mais je voudrais revenir sur la question qui me préoccupe à l'heure actuelle, soit l'incohérence en matière de migration, surtout lorsque le phénomène a pour effet de priver le monde en développement d'un précieux capital humain. L'émigration peut se révéler un phénomène positif. C'est notamment le cas lorsqu'elle se traduit par de substantiels envois de fonds vers les pays en développement. En revanche, les efforts acharnés de recrutement – certains parlent de débauchage – déployés par

les pays développés pour inciter des médecins, des infirmiers, des scientifiques et des ingénieurs qualifiés à venir s'installer chez eux constituent un sujet de préoccupation, en l'absence de toute compensation à l'investissement consenti par les contribuables des pays pauvres. Certes, pour les employeurs de la zone OCDE, les salaires proposés à ces personnes apparaissent compétitifs. Il n'en reste pas moins que les compétences de ces professionnels risquent de faire défaut aux pays d'origine.

Le capital humain est le premier moteur de la croissance économique. Les actifs physiques et les marchandises ne peuvent migrer de leur propre chef. Le capital humain est en mesure de le faire, et le fait effectivement. À l'évidence, interdire les migrations serait inacceptable, la circulation de la main-d'œuvre étant une liberté fondamentale que nous respectons. Reste que, dans la perspective du développement, le fait pour le gouvernement d'un pays de l'OCDE de courtiser activement les détenteurs de compétences difficilement remplaçables dans les pays en développement représente une pratique incohérente. L'on pourrait restaurer un certain degré de cohérence si les pays de destination acceptaient, par exemple, de verser une indemnité compensatoire.

Certains font valoir qu'il est incohérent de ne pas faire directement profiter les pays en développement des connaissances accumulées par l'OCDE dans le domaine des politiques publiques. Bien que j'aie longtemps souscrit à cette idée de transmission du savoir, il ne s'agit pas, à mon avis, d'une question de cohérence des politiques, mais de politique de développement tout court. Pour moi, le grand échec de la communauté du développement est, depuis de longues années, de n'avoir pas su adapter les enseignements accumulés au sein des gouvernements des pays plus avancés et de l'OCDE pour appliquer des politiques qui pourraient stimuler le développement. Il est maintenant admis que le développement ne peut passer uniquement par la construction de routes, de ponts, d'écoles ou d'hôpitaux. Il faut aussi assurer le cadre nécessaire pour l'action publique, fondé sur la règle du droit et l'existence d'institutions permettant aux entreprises et à l'économie de prospérer. L'amélioration de l'efficacité de nos propres politiques d'aide et de développement passe par la transmission des compétences que nous avons acquises à cet égard. Et, si le transfert des capitaux et des biens est important, celui des connaissances et des compétences l'est tout autant.

La transmission de ce savoir investit la communauté du développement, active dans la zone OCDE, d'un rôle élargi. Ses membres sont, en effet, bien placés pour mettre en évidence les insuffisances des stratégies de développement, inventorier les besoins sur le terrain et contribuer au transfert de connaissances dans des domaines tels que la technologie, la banque, les réformes juridiques, etc.

Il est, bien sûr, indispensable que les gouvernements des pays en développement veillent eux aussi à la cohérence de leurs propres politiques. Ont-ils entrepris de mettre en place un environnement propice à l'investissement, de réduire les droits de douane, de se doter des institutions que requiert une économie de marché florissante ? Tout comme les courants d'échanges et de connaissances, la cohérence des politiques au service du développement opère dans les deux sens. ■



Une avancée décisive

L'aide au développement

Les entreprises désireuses de participer à des projets financés par l'aide pourront bientôt émettre des offres publiques. Ceci grâce à un programme pilote de deux ans qui permettra d'assurer une utilisation plus transparente et plus efficace des crédits d'aide non liée en faveur des pays en développement

Les crédits d'aide non liée sont des prêts d'aide au développement qui peuvent être utilisés pour financer des achats de biens et services venant de tout pays, et pas uniquement du pays qui consent le prêt. L'accord conclu par les pays de l'OCDE parties à l'Arrangement de l'OCDE relatif aux crédits à l'exportation vise à assurer une concurrence plus efficace pour l'utilisation de ces crédits, de

manière à permettre aux pays en développement de choisir leurs fournisseurs aux prix les plus avantageux.

À compter du 1^{er} janvier 2005, les crédits d'aide non liée d'un montant de 5 millions de DTS (Droits de Tirage Spéciaux) ou plus seront notifiés 30 jours avant le début de la période de soumission, afin de faciliter la plus large participation possible aux appels d'offres. Le délai de soumission minimum sera de 45 jours pour les projets financés par des crédits d'aide non liée. Le système sera administré par l'OCDE. ■

Pour de plus amples informations, voir « crédits à l'exportation » sur www.oecd.org/echanges.

Best of

« En ce qui concerne l'incidence de l'automatisation sur les effectifs d'employés de bureau, on a pu constater qu'il ne s'est produit de suppression directe d'emploi dans aucun pays étudié sauf en Suède où la main d'œuvre non manuelle s'est trouvée réduite d'environ 20% dans une des entreprises étudiées. On peut donc dire que l'incidence sur l'emploi est faible. »

Extrait de
« Les conséquences
sociales de l'automatisation
au bureau »,

L'Observateur de l'OCDE, N°1, Novembre 1962.

L'Observateur^{ocde}

Les échanges augmentent-

Selon nos dernières statistiques publiées en octobre, le commerce de marchandises des pays du G7 a augmenté de 3% en volume au deuxième trimestre 2004 par rapport au trimestre précédent. Les échanges en volume du G7 ont continué leur tendance positive en glissement annuel : les exportations ont augmenté de 10,2% et les importations de 9,6%.

Par rapport à l'année précédente, les exportations allemandes ont augmenté de 14,5%, une fois encore la progression la plus élevée des pays du G7, et les importations de 10,1%, légèrement plus que la moyenne du G7. Aux États-Unis, la croissance des exportations de marchandises

en volume a encore ralenti à 1,5% au deuxième trimestre, tandis que la croissance des importations s'est stabilisée à 3,1%. Les exportations et les importations en volume ont augmenté de 10,3% et de 10,8% respectivement en glissement annuel.

Les importations de marchandises japonaises ont stagné à 0,4% en terme de volume au deuxième trimestre 2004, par rapport au trimestre précédent, tandis que la croissance des exportations en volume a diminué à 2,3%. Au Japon, la croissance des exportations en volume était forte, à 13,5% en glissement annuel, tandis que la croissance des importations, à 6,4%, était inférieure à la moyenne des pays du G7. ■

-et le chômage baisse

Le taux de chômage standardisé dans la zone OCDE était de 6,8% en septembre 2004, par rapport à 6,9% le mois précédent et à 7,2% l'année précédente.

Dans la Zone euro, le taux de chômage standardisé était resté stable, bien que relativement élevé, à 8,9%. Le taux de chômage standardisé aux États-Unis en septembre 2004 était resté à 5,4%, inférieur de 0,7 point de pourcentage à celui de l'année précédente. Au Japon, le taux de chômage a continué à diminuer régulièrement. Il

était de 4,6% en septembre 2004, inférieur de 0,5 point de pourcentage à celui de l'année précédente.

Aucune évolution sensible n'est à observer en France et en Allemagne par rapport au mois précédent. Le taux de chômage est resté respectivement à 9,6% et 9,9% en septembre 2004. Le taux de chômage a baissé par rapport à l'année précédente au Canada, au Royaume-Uni et en Italie, où il était respectivement de 7,1% en septembre 2004, de 4,6% en juillet 2004, et de 8,5% en janvier 2004. ■

• En bref •

Rassurer les assurés

Faire jouer son assurance est une autre paire de manches que d'y souscrire, et les clauses des polices peuvent parfois induire en erreur. Les autorités publiques des pays de l'OCDE, en collaboration avec des représentants du secteur des assurances, ont publié un code de bonne conduite à l'adresse des assureurs.

Les *bonnes pratiques pour la gestion des sinistres d'assurance* du Comité des assurances de l'OCDE n'ont pas force obligatoire, mais elles pourront servir d'étalon de bonne conduite dans un secteur jusqu'à présent dépourvu de toute régulation internationale. Les lignes directrices insistent sur les fondamentaux,

comme le fait de donner aux assurés les informations et l'assistance nécessaires pour leur permettre de déclarer leurs sinistres rapidement et avec tous les détails requis ; ou de tenir les clients informés de l'évolution du régime des indemnisations.

Mais les lignes directrices encouragent également les entreprises à participer à la lutte contre la fraude, par exemple au moyen de bases de données communes à l'ensemble de la profession pour identifier les déclarations frauduleuses. Elles recommandent également que le personnel soit formé à repérer plus facilement les déclarations potentiellement frauduleuses. ■

Pour de plus amples informations sur les lignes directrices concernant l'assurance, voir www.oecd.org/insurance

Contrôles de classe La Finlande en tête

La dernière étude de l'OCDE sur le niveau de compétence des élèves de 15 ans en lecture, en mathématiques et en sciences, qui doit paraître en décembre 2004, montre que l'écart de performance entre les pays industrialisés s'est accru depuis la première étude en 2000.

La Finlande, en tête selon le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) 2003 de l'OCDE, a encore creusé l'écart avec de très bons résultats en mathématiques et en sciences. Ces résultats égalent ceux des systèmes scolaires asiatiques les mieux classés (Hong Kong-Chine, Corée et Japon). L'édition précédente du PISA, avait surpris en 2000 et 2001, du fait des performances moyennes de certains grands pays de l'OCDE, notamment l'Allemagne, qui a amélioré sa performance cette fois-ci.

En revanche, pour certains pays peu performants, les résultats ont même régressé. En effet, plus d'un quart des élèves ne parvenaient pas au-delà du niveau 1 de mathématiques en Italie, au Portugal et aux États-Unis, et ils étaient plus de la moitié dans ce cas au Mexique

et en Turquie. En outre, dépenser beaucoup n'est pas un gage de réussite : certains des pays qui dépensent le plus se situent au-dessous de la moyenne de l'OCDE, tandis que d'autres, comme l'Australie, la Belgique ou les Pays-Bas, rentabilisent mieux leurs dépenses.

Le revenu national de la Corée, par exemple, est inférieur à la moyenne de l'OCDE, mais ses élèves figurent parmi les meilleurs des pays de l'OCDE. Dans l'ensemble, l'étude confirme que les pays riches tendent à obtenir de meilleurs résultats que les pays pauvres en matière d'éducation, mais que dans les premiers, les inégalités sociales et culturelles se reflètent sur le niveau d'instruction. D'autre part, tandis que les filles sont plus performantes que les garçons en lecture dans tous les pays, les écarts entre les sexes tendent à être faibles en mathématiques. ■

Plus de 275 000 élèves de 41 pays ont pris part à l'enquête PISA 2003. Ils ont été soumis pendant deux heures à des épreuves écrites. Voir www.pisa.oecd.org

Un cinquième des emplois délocalisables

La délocalisation des services informatiques et des services informatisés prend rapidement de l'ampleur, mais comment mesurer le phénomène ? En s'appuyant sur les données existantes, les analystes de l'OCDE ont étudié les statistiques du commerce et de l'emploi pour tenter de mesurer la part des emplois qui pourraient être touchés par cette externalisation des services. D'après leurs calculs, le chiffre pourrait être de l'ordre de 20% pour les 15 pays membres de l'Union européenne, l'Australie, le Canada et les États-Unis.

L'étude de l'OCDE montre aussi qu'aux États-Unis, au Canada et en Australie, la part des emplois délocalisables a tendance à diminuer, en particulier depuis 2001. Bien entendu, les emplois en question ont effectivement pu être transférés à l'étranger, comme pourraient le laisser penser par exemple les délocalisations de services informatiques et administratifs en Inde, mais il se peut aussi tout simplement qu'ils soient en train de disparaître du fait de l'automatisation et de la numérisation, ou encore par suite des efforts déployés pour accroître la productivité. Une analyse plus poussée devrait permettre de dire ce qu'il en est.

La proportion d'emplois qui pourraient être délocalisés augmente en revanche dans les 15 pays de l'Union européenne, en particulier du fait de l'essor des emplois de services. Cela confirme également que dans bien des cas, ces transferts ne dépassent pas les frontières de l'UE.

C'est surtout dans le secteur des services marchands, en forte croissance ces dernières années, que se concentrent les emplois susceptibles d'être délocalisés. Les services aux entreprises, tels que services informatiques et téléconseil, les services financiers et les services de recherche et développement, ainsi que certaines activités industrielles, pourraient ainsi voir partir plus de 30 % de leurs effectifs à l'étranger. ■

DOSSIER SPÉCIAL

Perspectives économiques 2005-2006

Introduction

Un optimisme mesuré	
<i>Jean-Philippe Cotis</i>	8
L'énigme des cours du pétrole	10

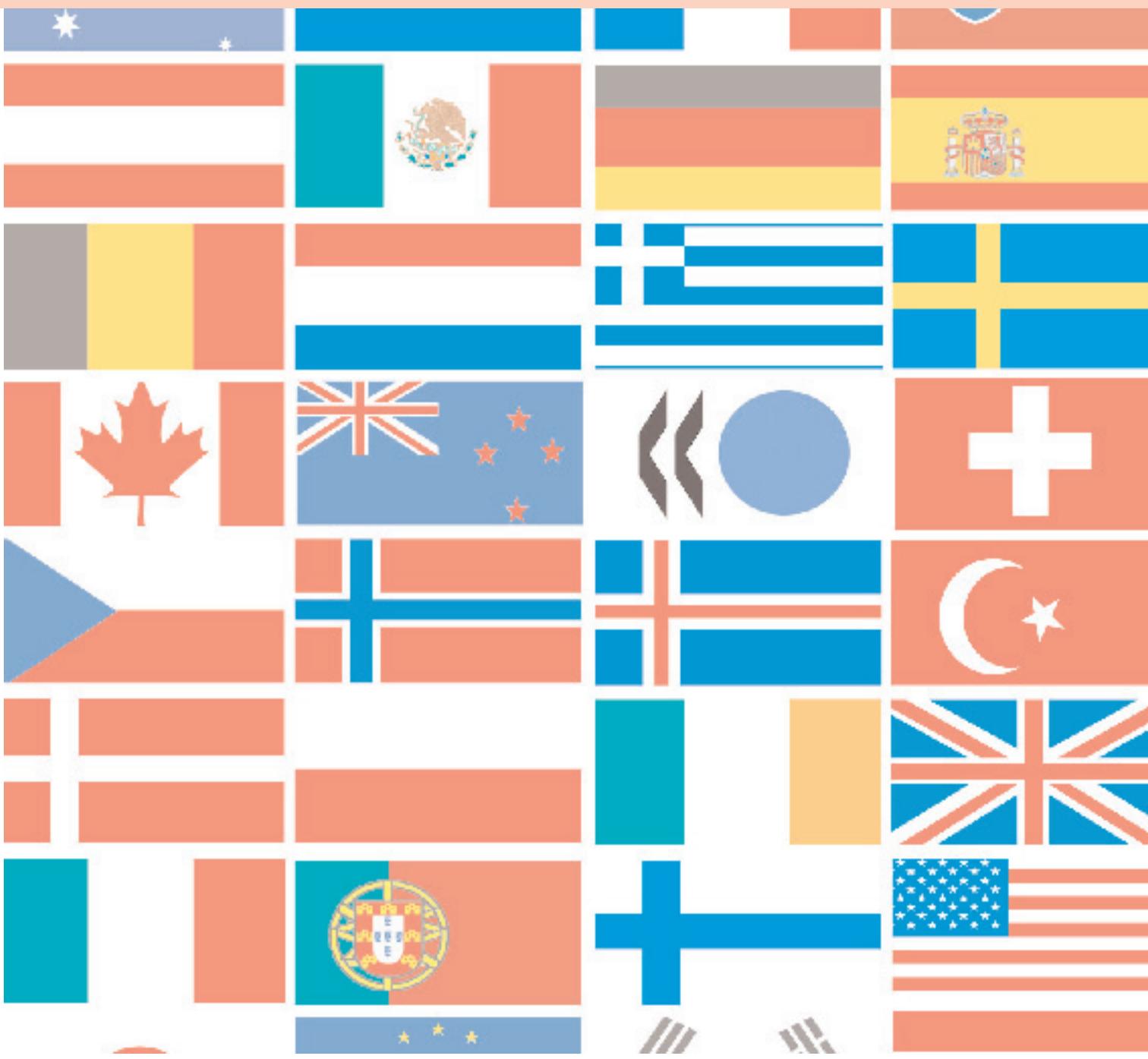
Pays membres

États-Unis	13
Japon	13
Allemagne	14
France	14

Royaume-Uni	15
Italie	15
Canada	16
Australie	16
Autriche	17
Belgique	17
République tchèque	18
Danemark	18
Finlande	19
Grèce	19

Hongrie	20
Islande	20
Irlande	21
Corée	21
Luxembourg	22
Mexique	22
Pays-Bas	23
Nouvelle-Zélande	23
Norvège	24
Pologne	24

Portugal	25
République slovaque	25
Espagne	26
Suède	26
Suisse	27
Turquie	27
Pays non membres	
Brésil	28
Chine	28
Russie	29



Un optimisme mesuré

En dépit des turbulences pétrolières, un raffermissement de la croissance

Jean-Philippe Cotis, Chef économiste de l'OCDE

Depuis le ralentissement de 2001, l'économie mondiale a progressé par à-coups. Les économistes, tout autant que l'opinion publique, sont en quête d'une croissance qui redeviendrait enfin régulière et soutenue, dans un contexte où risques géopolitiques, embardées des prix du pétrole et instabilité financière ne seraient plus qu'un mauvais souvenir.

Les performances économiques des uns et des autres se sont révélées très contrastées au cours des trimestres passés, les États-Unis progressant à un rythme soutenu, l'Asie de l'Est ralentissant mais à partir d'une base de croissance très forte, et l'Europe continentale peinant à reprendre de la vitesse. Mais par-delà ces différences, partout au sein de l'OCDE la confiance des ménages est restée médiocre. Cette inquiétude tenace s'est aussi propagée, plus récemment, aux chefs d'entreprise, avec un climat de confiance retombant à un niveau tout juste supérieur à la moyenne de longue période et de faibles espoirs de bénéficier d'un rattrapage de croissance dans les mois à venir.

Au regard du diagnostic prudemment optimiste qui prévalait encore il y a deux mois, ce retournement du climat conjoncturel est une source de déception. Il fait suite à un ressaut du prix du pétrole qui a pesé tout à la fois sur le pouvoir d'achat et la confiance au sein des pays de l'OCDE. On peut penser, cependant, qu'en dépit des turbulences récentes du prix du pétrole, l'économie mondiale va retrouver de la vigueur dans un avenir raisonnablement proche. Soutenue par une forte amélioration



Jean-Philippe Cotis

des profits et des bilans des entreprises, la reprise de l'investissement devrait se poursuivre aux États-Unis et s'engager enfin en Europe, dans un contexte où la consommation des ménages se trouvera soutenue par la décline récente des prix du pétrole, un raffermissement progressif des créations d'emploi et le maintien de conditions monétaires très favorables. Au total, le retour à des taux de croissance supérieurs à la moyenne au cours de l'année 2005 et en 2006 dans les pays de l'OCDE n'apparaît pas hors de portée.

Appréhendée dans une perspective géographique, la reprise attendue devrait bénéficier du dynamisme de la zone asiatique, notamment en Chine où l'activité a accéléré au troisième trimestre après un ralentissement bienvenu en début d'année, et aussi au Japon, où une envolée des exportations s'est propagée ensuite à l'investissement, l'emploi et finalement la consommation, marquant ainsi le

retour du pays du soleil levant parmi les économies à forte croissance, en dépit d'une pause de l'activité au cours de ces derniers mois. La croissance mondiale devrait aussi se trouver stimulée par des perspectives favorables qui s'offrent à l'Amérique du Nord. Il n'est pas aussi certain en revanche que l'Europe continentale sera en mesure d'apporter sa propre contribution via une forte reprise de la demande interne.

Sur la question européenne, ces *Perspectives économiques* font un pari optimiste mais raisonné. Elles tablent sur un redémarrage significatif de la demande intérieure au sein de la zone euro en 2005-2006, alors même qu'en parallèle le commerce mondial et l'activité dans la zone OCDE n'accéléraient pas. L'Europe continentale, et plus spécialement l'Allemagne, devraient donc trouver en leur sein, le ressort suffisant pour s'engager sur la voie d'une reprise autonome qui les placerait sur une trajectoire de croissance plus élevée. Pour être à même de se matérialiser pleinement, ce scénario requiert une certaine dose de stabilité, qu'il s'agisse des prix pétroliers ou du taux de change. Un environnement plus apaisé permettrait en effet à une zone euro traditionnellement peu résiliente d'engager son rattrapage vis-à-vis des pays à plus forte croissance.

Une forte appréciation de l'euro, dans un contexte de déséquilibres extérieurs croissants ou de nouvelles hausses de prix du pétrole, pourrait donc avoir un impact disproportionné en Europe. La croissance y dépend toujours trop exclusivement, en effet, des exportations et les prix du pétrole élevés n'y trouvent pas leur contrepartie dans une croissance soutenue de l'activité, voire une forte demande en produits énergétiques.

S'agissant cependant de la capacité à faire face à des chocs pétroliers, il n'est pas certain que l'Europe soit plus mal lotie que la moyenne de l'OCDE. En cas de hausse des prix du pétrole, les pays de l'OCDE, y compris ceux de la zone euro, sont en effet beaucoup moins vulnérables que par le passé. En premier lieu,

On peut penser qu'en dépit des turbulences récentes du prix du pétrole, l'économie mondiale va retrouver de la vigueur dans un avenir raisonnablement proche.

la dépendance pétrolière de l'OCDE, exprimée en part du PIB, a été divisée par deux depuis les années 70, soulageant d'autant les revenus des ménages et des entreprises. Plus important encore, les anticipations d'inflation apparaissent stables et basses, de sorte que les hausses répétées des prix du pétrole n'ont eu que des retombées inflationnistes limitées. Les prix à la consommation ont certes accéléré mais l'inflation sous-jacente, qui exclut notamment les prix énergétiques, est restée stable, de même que la croissance des salaires nominaux. Il serait donc surprenant que les pays de l'OCDE aient à nouveau à connaître les mêmes mésaventures qu'au cours des années 70, où la course prix-salaires avait atteint des proportions sans précédent, contraignant ainsi les banques centrales à resserrer brutalement le cours de la politique monétaire.

Il apparaît cependant que dans les discussions concernant les conséquences économiques d'une hausse des prix pétroliers, le point de vue de l'économiste ne coïncide pas toujours avec celui du grand public. Alors que les estimations savantes tirées des modèles macroéconométriques suggèrent des conséquences d'ampleur somme toute modeste, les fluctuations du prix du baril sont au centre du débat public et ont une forte influence sur le climat de confiance.

Dans ce contexte, il était assez naturel qu'un chapitre spécial de ces *Perspectives économiques* soit consacré à « l'économie du pétrole ». Pour mieux comprendre l'importance du pétrole, il est cependant nécessaire d'aller au-delà du court terme. Dans un monde où les agents économiques se projettent plus facilement dans l'avenir, l'incertitude sur les développements à venir en matière de pétrole peuvent avoir plus d'incidence sur la situation conjoncturelle que, par exemple, les changements au mois le mois des prix du marché. Dans ce domaine, les travaux réalisés à l'OCDE suggèrent que les prix atteints récemment sur les marchés mondiaux dépassaient très largement leur niveau d'équilibre de long terme, même en tenant compte du pouvoir de marché du cartel de l'OPEP. En effet, l'offre de pétrole potentielle est encore loin d'être saturée, notamment au sein de l'OPEP, et pourrait donc répondre à la

RÉSUMÉ DES PROJECTIONS*

	2004	2005	2006
Croissance du PIB en volume (évolution en %)			
États-Unis	4,4	3,3	3,6
Japon	4,0	2,1	2,3
Zone euro	1,8	1,9	2,5
Total OCDE	3,6	2,9	3,1

	2004	2005	2006
Inflation (%)			
États-Unis	2,0	1,8	1,7
Japon	-2,3	-1,3	-0,3
Zone euro	1,9	1,7	1,8
Total OCDE	1,8	1,7	1,7

	2004	2005	2006
Taux de chômage (%)			
États-Unis	5,5	5,3	5,1
Japon	4,8	4,5	4,2
Zone euro	8,8	8,6	8,3
Total OCDE	6,6	6,5	6,3

	2004	2005	2006
Balance courante (% du PIB)			
États-Unis	-5,7	-6,2	-6,4
Japon	3,5	3,5	3,7
Zone euro	0,7	0,6	0,9
Total OCDE	-1,2	-1,4	-1,3

	2004	2005	2006
Taux d'intérêt à court terme (%)			
États-Unis	1,5	2,8	3,8
Japon	0,0	0,0	0,4
Zone euro	2,1	2,1	2,7

	2004	2005	2006
Croissance du commerce mondial (évolution en %)			
	9,5	9,0	9,5

* Les prévisions sont fondées sur les hypothèses suivantes : pas de changement dans les politiques fiscales en vigueur ou annoncées ; taux de changes identiques à leur niveau du 5 novembre 2004, en particulier 1\$ = 105,70 yen et 0,771 euros.

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 18 novembre 2004.

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE N°76* (version préliminaire), novembre 2004

progression de la demande dans les années à venir. Il serait en outre possible d'améliorer l'efficacité des infrastructures existantes sans oublier qu'aux prix actuels un certain nombre de sources alternatives d'énergie commencent sans doute à être rentables.

Ceci ne signifie pas pour autant que le prix du baril retrouvera rapidement les niveaux peu élevés qui prévalaient il y a trois ou quatre ans. La baisse pourrait, en premier lieu, ne pas être rapide dans un contexte où les incertitudes géopolitiques et la volatilité des prix du brut tendent à inhiber l'investissement dans de nouvelles installations pétrolières. Plus fondamentalement, il apparaît enfin que les prix du pétrole, lorsqu'ils redescendent, finiront par se stabiliser autour de niveaux plus élevés que ceux qui prévalaient dans les années 90.

Dans cet univers caractérisé par un pétrole durablement plus cher, la demande en

provenance des économies émergentes dynamiques jouera un rôle important dans la formation des prix. L'importance des économies émergentes ne tient pas seulement à leur forte contribution à la croissance mondiale mais aussi au fait que pour un supplément d'activité donnée, leur demande additionnelle de pétrole est beaucoup plus élevée que la moyenne OCDE. De fait, les prix du pétrole dépendront à l'avenir de manière cruciale des progrès accomplis par les pays émergents et les États-Unis en matière d'économies d'énergie.

Le développement durable des pays de l'OCDE ne se réduit pas à une gestion prudente des ressources naturelles non renouvelables. La remise en ordre des finances publiques constitue aussi une priorité d'importance pour assurer le bien-être des générations futures. Dans la lignée des éditoriaux précédents, sans doute convient-il de rappeler que sur la base des programmes budgétaires existants, la plupart des grands pays de l'OCDE ne connaîtront pas de réduction de leurs déficits structurels dans les années à venir. Cette perspective est évidemment regrettable dans un contexte où les réformes des retraites et des systèmes de santé donnent lieu à des débats douloureux et progressent dans la difficulté.

On peut souhaiter, bien sûr, que face à la désépargne et à la prodigalité publiques, des contribuables avisés et prudents se mettent à épargner davantage. Il existe d'ailleurs des études empiriques suggérant l'existence de tels comportements. C'est aussi dans cette direction que penche le chapitre spécial de ces *Perspectives économiques* consacré aux effets de long terme des politiques budgétaires. Mais de manière générale, un surcroît d'épargne privée ne vient jamais complètement compenser la désépargne publique et ces comportements prudents des agents privés peuvent dépendre de circonstances nationales et historiques particulières. Ils sont, par exemple, assez peu visibles aux États-Unis.

Tout bien pesé, le but de la politique budgétaire n'est pas de venir aggraver les pressions financières que provoque déjà le vieillissement démographique. Il est, tout au contraire, de les soulager en tirant parti de la reprise en cours pour s'engager enfin dans la voie d'un véritable redressement budgétaire. ■

Références

- OCDE (2004), *Perspectives économiques* N° 76 (version préliminaire), novembre 2004, disponible sur www.oecd.org/economics.
- Cotis, Jean-Philippe (2004), « Entre risques et résilience », *L'Observateur de l'OCDE*, N° 244, septembre 2004.

L'énigme des cours du pétrole

Les effets négatifs du choc pétrolier se font progressivement sentir. Les prix finiront-ils par baisser ou faut-il désormais compter avec des prix du pétrole élevés ?

Si la réserve que les cours du pétrole ne passent pas au-dessus de la trajectoire supposée, l'expansion devrait se raffermir courant 2005, l'écart de production de la zone OCDE se résorbant vers la fin 2006. La hausse des prix à la consommation devrait ralentir quelque peu courant 2005-2006, avec la dissipation de l'impact du choc, à supposer que les effets secondaires demeurent limités. Le chômage restera relativement élevé et une aggravation des

déséquilibres internationaux est à prévoir. Certains indicateurs de court terme laissent entrevoir une baisse de régime.

Du fait notamment du choc pétrolier et de l'incertitude correspondante, la confiance des chefs d'entreprise aux États-Unis s'est effritée depuis le début de 2004, partant toutefois de niveaux élevés. Dans l'ensemble de la zone euro et au Japon, elle s'est améliorée mais ne dépasse guère sa moyenne de long terme.

Les prix du pétrole pourraient se replier sensiblement, vu que les cours au comptant paraissent avoir été dopés par des facteurs de court terme, mais ils pourraient aussi s'avérer durablement plus élevés que prévu. Compte tenu de la faible élasticité à court terme de la demande, des perturbations de l'offre entraînant une perte de production de 1 ou 2 millions de barils/jour pourraient induire une forte hausse des cours. L'ampleur d'un possible choc pétrolier négatif dépendrait cependant de son origine, les réserves pétrolières étant relativement concentrées en termes géographiques. Dans l'hypothèse de taux d'intérêt nominaux inchangés, il en ressort qu'une hausse de 15 dollars des prix du pétrole - par exemple, du milieu de la fourchette visée par l'OPEP dans le passé à 40 dollars - ampute d'environ 0,2 point de pourcentage la croissance sur un an du PIB réel de la zone OCDE. En

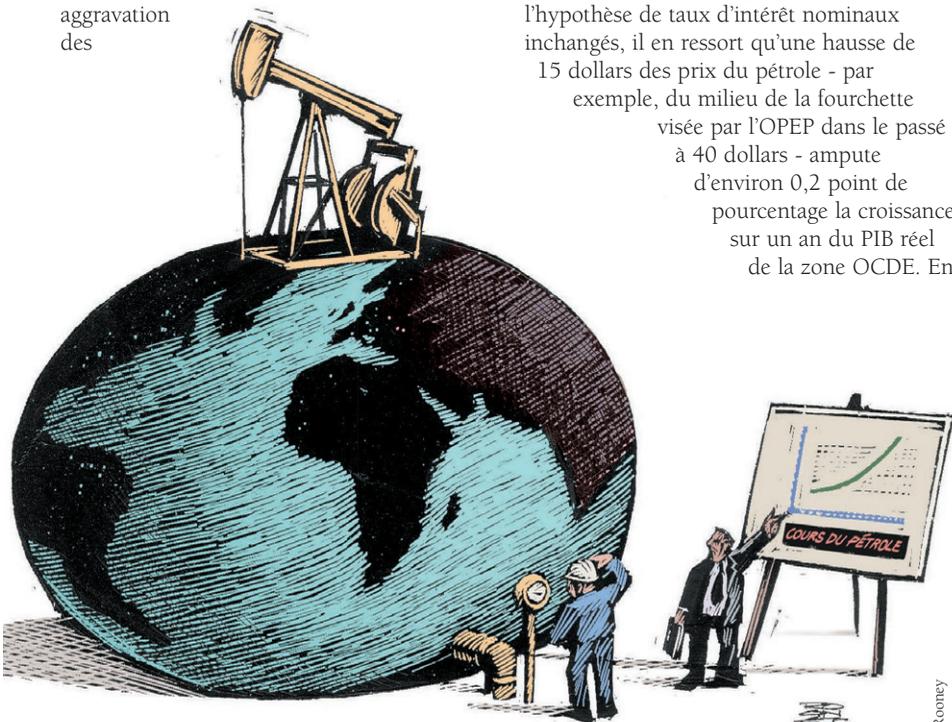
outre, la hausse des prix à la consommation connaît une accélération concomitante d'une ampleur légèrement supérieure. Ce type de simulations ne reflète pas les effets à long terme négatifs sur l'offre d'une baisse de rendement des capitaux investis ni n'appréhendent les non-linéarités entrant en jeu lorsqu'un mouvement brutal des prix entame la confiance.

Les prix du pétrole ont-ils surréagi ?

Une question-clé est évidemment de savoir si les cours élevés du pétrole vont persister. L'instabilité des cours pétroliers s'est accentuée progressivement au cours de la décennie écoulée, et dans ce contexte les vives hausses du prix du pétrole ne sont pas particulièrement inhabituelles. Durant la même période, la persistance des chocs pétroliers s'est atténuée, encore qu'il soit difficile de déterminer à l'avance si un choc pétrolier est durable ou passager. Dans ce contexte, les prix du pétrole en 2004 atteignant des niveaux sans précédent depuis les chocs pétroliers des années 70 et du début des années 80, on peut se demander si les cours pétroliers resteront si élevés ou redescendront vers leur tendance de long terme.

Les cours du pétrole dans les marchés futurs à court terme reflètent les primes de risque temporaires et la spéculation. En ce qui concerne les contrats à court terme, depuis 1999 le marché du pétrole a été presque continuellement en situation de *déport* prononcé, le prix au comptant étant sensiblement plus élevé que le prix à six mois. Cette période de déport anormalement longue donne à penser que les incertitudes actuelles ajoutent une forte prime de risque au prix au comptant.

En 2004, des craintes pour la sécurité des approvisionnements se sont manifestées à intervalles réguliers. De fait, les primes de risque ont augmenté avec les peurs suscitées par le sabotage de l'infrastructure d'exportation pétrolière de l'Irak, les attentats contre les travailleurs du secteur pétrolier en Arabie saoudite, l'incertitude entourant le sort de la compagnie russe



©David Rooney

Avec la dissipation des incertitudes, le prix du pétrole baissera. Cependant, certains effets seront vraisemblablement durables.

Ioukos (près de 2 % de la production pétrolière mondiale) et les menaces de perturbation des approvisionnements au Nigeria et au Venezuela. L'impact de la spéculation sur les prix du pétrole est plus difficile à chiffrer, mais il explique sans doute en partie l'instabilité des cours.

La demande étant forte et l'offre tendue, des perturbations même faibles du marché pétrolier peuvent induire des variations de prix considérables. Sur un marché si instable, les acteurs industriels ont des niveaux de stocks souhaités plus élevés et il leur faut une plus forte hausse du prix au comptant par rapport au prix à terme pour mettre des stocks sur le marché. C'est le cas à l'heure actuelle. Les stocks industriels de pétrole, qui n'ont cessé de décroître au cours des années 90, étaient faibles au regard de la demande et ont réduit la flexibilité de l'offre, mais la demande de stocks s'est accrue au cours de l'année, exerçant une pression à la hausse sur le cours du pétrole.

Avec la dissipation des incertitudes, le prix du pétrole baissera. Cependant, certains effets seront vraisemblablement durables. Au premier semestre 2004, la vigueur de la demande a contribué au raffermissement des cours pétroliers. La composition de la demande de pétrole début 2004 reflétait une croissance de la production plus forte que prévu dans les économies dynamiques d'Asie, et surtout en Chine. Celles-ci ont représenté près de la moitié de la demande additionnelle, les chiffres effectifs étant un peu plus élevés que les prévisions faites par l'industrie au début de l'année.

Les pressions émanant de la demande sont susceptibles de perdurer, mais si les prix restent élevés, la plus grande élasticité-prix à long terme de la demande se traduira par une diminution de la demande dans l'avenir.

Des investissements faibles signifient une diminution des capacités de production. L'excédent de capacité dans les pays de l'OPEP – principalement en Arabie saoudite – a été réduit au cours de l'année. En conséquence, on estime que les capacités

inutilisées dans ces pays sont tombées aux alentours de 1 million de barils/jour (en 2002, les réserves de l'OPEP excédaient 6 millions de barils par jour). En même temps, les producteurs hors OPEP ne disposent guère de capacités disponibles pour répondre à des poussées de la demande.

Plus récemment, dans le contexte des anticipations d'une hausse des prix du pétrole, les investissements de prospection et de développement dans les pays non membres de l'OPEP ont repris par rapport à l'activité observée dans les années 90. Mais vu les délais nécessaires pour mettre sur le marché des approvisionnements supplémentaires, ces investissements ne contribuent guère à atténuer les pressions dans le court terme.

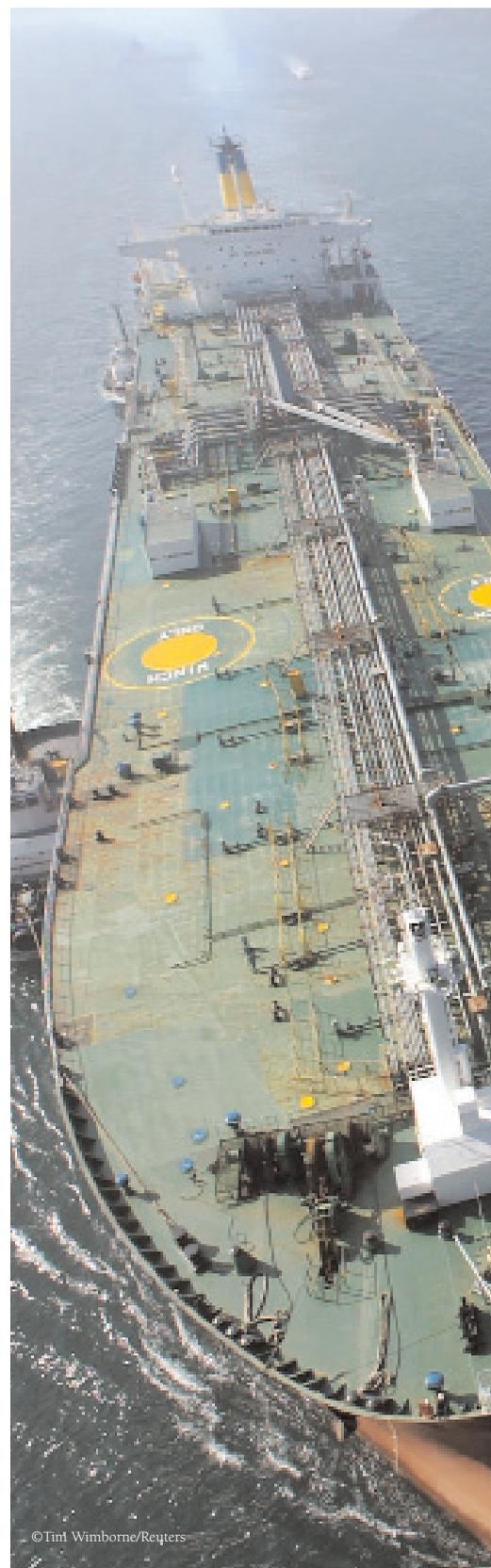
En résumé, faute d'une exploitation plus poussée des réserves considérables des producteurs de l'OPEP, l'offre restera sans doute tendue pendant quelque temps encore.

Tandis que les prévisions de prix sur un marché volatil sont très incertaines, et que les prix à court terme sont de mauvaises variables explicatives du prix au comptant futur, plusieurs indicateurs dénotent des anticipations selon lesquelles, lorsque l'influence des facteurs passagers se dissipera, les prix du pétrole seront durablement plus élevés. Les prix à long terme (contrats à 6-7 ans) ont augmenté, alors que tout au long des années 90 les prix des plus longs contrats disponibles sont restés très stables, aux alentours de 20 dollars le baril. Par ailleurs, les analystes des compagnies pétrolières ont majoré leurs anticipations de prix à long terme de quelque 5 dollars par baril depuis le début de la décennie. Les estimations des actifs des compagnies pétrolières par les investisseurs de portefeuille semblent aussi avoir augmenté, compte tenu de l'attente d'une hausse des prix du pétrole.

Pris ensemble, ces facteurs laissent à penser que, même si les cours baissent par rapport aux niveaux actuels avec la dissipation de l'effet des facteurs de court terme, certains éléments à l'origine de la hausse récente auront un impact plus durable. ■

Références

● Voir « Évolution du prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques », *Perspectives économiques de l'OCDE* N°76 (version préliminaire), novembre 2004.



©Tim Wimborne/Reuters

Pays membres

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS





Population (en milliers) 2003	82 502
Superficie (en milliers de km²)	357
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) - 2003	2 401,9
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2001	81,3 / 75,6
Population active totale (en milliers) 2003	39 507
Régime politique	République Fédérale

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	1,2	1,4	2,3
Taux d'épargne des ménages	11,1	11,1	10,8
Indices des prix à la consommation	1,7	1,3	0,6
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,1	2,7
Taux de chômage (%)	9,2	9,3	8,9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-3,9	-3,5	-2,7
Balance courante (% du PIB)	3,3	3,9	4,7

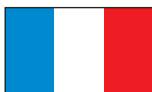
Source : OCDE



Allemagne Hausse des investissements

Grâce à la forte croissance des exportations, l'activité économique reprend en Allemagne après trois années de stagnation. La faiblesse de la demande intérieure continue d'avoir un effet de freinage bien que certains signes témoignent d'un raffermissement de l'investissement. La reprise devrait gagner du terrain en 2005, la confiance des consommateurs s'améliorant progressivement. On prévoit qu'en 2006 le PIB progressera de 2,25 %, soit un taux supérieur au potentiel. Le déficit des administrations publiques se situera probablement encore cette année et l'an prochain entre 3,5 et 4 % du PIB, pour ne tomber qu'en 2006 en dessous de 3 %.

D'importantes mesures sont progressivement mises en œuvre pour réformer les marchés du travail et des produits. Bien que leur impact à court terme sur la confiance et la croissance soit ambigu, il est clair que ces réformes doivent être poursuivies et approfondies à l'intérieur d'un cadre cohérent si l'on veut que les résultats économiques soient durablement améliorés. L'assainissement des finances publiques doit être lié à une réforme plus fondamentale des dépenses, qui exigera notamment de clarifier les responsabilités des différents niveaux d'administration, de réduire de manière plus résolue aussi bien les subventions que les dépenses fiscales et de poursuivre la réforme du système de sécurité sociale.



France Chômage en baisse ?

Après avoir ralenti au second semestre de 2004, la reprise devrait accélérer à nouveau en 2005, une fois que les effets de la hausse des prix du pétrole commenceront à s'estomper. La demande extérieure et la demande intérieure privée demeurant soutenues, la croissance de l'emploi se redressera probablement en 2005 et le chômage devrait reculer. Grâce aux gains de productivité et à la modération persistante des salaires, l'inflation sous-jacente devrait rester faible.

Les finances publiques devraient s'améliorer lentement, en partie du fait de l'inclusion dans le volet recettes du budget 2005 d'une importante transaction en capital. Mais en 2005, le déficit pourrait dépasser les prévisions du gouvernement. Néanmoins, la meilleure gestion des dépenses de l'administration centrale et les réformes du secteur de la santé devraient se traduire par une amélioration des finances publiques. Ces réformes exigeront des efforts soutenus pour modifier en profondeur les incitations si l'on veut éviter de compromettre les bonnes intentions. Ayant montré qu'une baisse des cotisations patronales pouvait véritablement améliorer les perspectives de l'emploi, le gouvernement devrait tenter d'appliquer plus largement ces mesures et mettre en place d'autres réformes du marché du travail.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS





Royaume-Uni

Incertitudes immobilières

Il faut se féliciter des signes récents indiquant que la croissance, dont les taux dépassaient la tendance, commence à se ralentir dans la mesure où l'économie tourne probablement à un niveau proche de sa capacité. Il est probable qu'à l'avenir la croissance reposera moins sur la consommation et qu'elle sera davantage tirée par l'investissement, le solde extérieur agissant beaucoup moins comme un frein. L'instabilité émanant du marché du logement continue de constituer un risque, qui pourrait cependant être moins menaçant que lors des précédentes envolées des prix de l'immobilier résidentiel.

Le ralentissement de l'activité et le maintien de l'inflation à un faible niveau justifient une pause du durcissement monétaire, encore que de nouvelles mesures restrictives pourraient être nécessaires en 2005 du fait notamment des pressions grandissantes exercées par le marché du travail. Le déficit public dépassera probablement 3 % du PIB en 2004 et, en l'absence d'un alourdissement automatique de la fiscalité, des mesures supplémentaires seront peut-être nécessaires pour le réduire nettement et durablement.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS

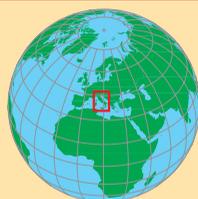


Population (en milliers) 2003	60 483
Superficie (en milliers de km ²)	245
Monnaie	Livre Sterling
PIB (en milliards de US\$) - 2003	1 795,0
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2001	80,4 / 75,7
Population active totale (en milliers) 2003	30 178
Régime politique	Monarchie Constitutionnelle

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	3,2	2,6	2,4
Taux d'épargne des ménages	6,4	7,4	7,9
Indices des prix à la consommation	1,3	1,7	2,1
Taux d'intérêt à court terme (%)	4,6	5,5	5,8
Taux de chômage (%)	4,7	4,7	5,0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-3,2	-3,2	-3,3
Balance courante (% du PIB)	-2,2	-2,4	-2,2

Source : OCDE

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	57 478
Superficie (en milliers de km ²)	301
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) - 2003	1 468,3
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	82,9 / 76,8
Population active totale (en milliers) 2003	24 229
Régime politique	République

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	1,3	1,7	2,1
Taux d'épargne des ménages	11,3	10,9	10,3
Indices des prix à la consommation	2,1	2,5	2,2
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,1	2,7
Taux de chômage (%)	8,1	7,5	7,3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-2,9	-3,1	-3,6
Balance courante (% du PIB)	-0,5	-1,6	-1,9

Source : OCDE



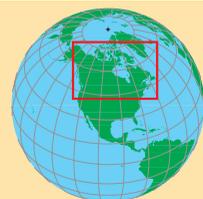
Italie

Risque d'inflation

Après une longue période d'atonie, les exportations et l'activité d'investissement ont été en forte progression au premier semestre de 2004. Bien que sa progression puisse être momentanément freinée par la répercussion de la hausse des prix du pétrole, la demande intérieure soutiendra la reprise. La croissance du PIB est estimée entre 1,5 et 2 % sur la période 2005-2006, ce qui dépasserait le taux potentiel estimé. L'inflation pourrait commencer à remonter avec la disparition de l'écart de production.

L'allègement prévu de la fiscalité en 2005-2006 et une réforme des pensions à partir de 2008 pourraient améliorer les conditions d'une croissance durable, mais la baisse régulière de la dette publique sera une condition impérative pour gagner la confiance des agents privés, et il est donc nécessaire de procéder à des réformes plus importantes et plus rapides des dépenses publiques. Les mesures prises pour renforcer la concurrence dans les secteurs de services, notamment l'énergie, les transports, le secteur financier et l'enseignement, pourraient aider à réduire l'écart d'inflation avec les autres pays de la zone euro, tout en encourageant parallèlement l'innovation et une structure plus concurrentielle des exportations.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	31 630
Superficie (en milliers de km²)	9 976
Monnaie	Dollar
PIB (en milliards de US\$) - 2003	856,6
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2001	82,2 / 77,1
Population active totale (en milliers) 2003	17 102
Régime politique	Confédération

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	3,0	3,3	3,1
Taux d'épargne des ménages	1,5	1,6	1,7
Indices des prix à la consommation	1,9	2,0	1,8
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,5	3,5	4,2
Taux de chômage (%)	7,2	7,1	7,2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	1,1	1,2	1,0
Balance courante (% du PIB)	3,4	3,9	4,3

Source : OCDE



Canada

Pression des taux d'intérêt

La croissance a été jusqu'à présent plus forte que prévu, et l'on estime que l'économie tourne maintenant pratiquement à pleine capacité. L'activité devrait rester dynamique jusqu'au début de 2005 avant de ralentir pour se rapprocher de son taux potentiel, de l'ordre de 3 %. Compte tenu de l'envolée des prix du pétrole et du relâchement des contraintes de capacités, l'inflation devrait se maintenir jusqu'à l'an prochain au-dessus du milieu de la fourchette retenue comme objectif.

La Banque du Canada doit continuer de relever les taux d'intérêts pour qu'ils aient un impact plus neutre afin d'assurer le respect de l'objectif d'inflation. Le gouvernement devrait éviter à ce stade toute détente de la politique budgétaire, malgré l'excédent exceptionnellement important enregistré pour le dernier exercice. Les dépenses devraient faire l'objet d'une grande vigilance, notamment en ce qui concerne les transferts supplémentaires de l'État fédéral aux niveaux inférieurs d'administration.



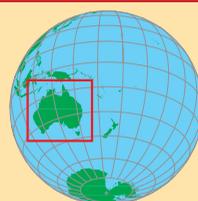
Australie

Les exportations, moteur de la croissance

Dynamisée par la dépense intérieure, et malgré le frein persistant du solde extérieur, la croissance économique est demeurée soutenue pendant les six premiers mois de 2004. On prévoit qu'elle restera vigoureuse en 2005 et 2006, l'amélioration des exportations nettes compensant l'affaiblissement prévu de la consommation des ménages et de l'investissement résidentiel. On devrait parallèlement observer une nouvelle progression de l'emploi et le maintien de l'inflation à l'intérieur de la fourchette de 2 à 3 % fixée comme objectif par la Banque de réserve, grâce à la modération des augmentations de salaires et à la forte amélioration de la productivité.

Ces perspectives économiques optimistes devraient permettre la suppression des dernières mesures de stimulation monétaire pour préserver la stabilité des prix. Les légers excédents budgétaires prévus pour les années à venir viendront à point nommé dans la mesure où ils permettront aux stabilisateurs automatiques de jouer si la reprise mondiale s'affaiblit ou si un nouvel épisode de sécheresse venait à se produire dans les zones rurales.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	19 881
Superficie (en milliers de km²)	7 687
Monnaie	Dollar
PIB (en milliards de US\$) - 2003	518,7
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	82,6 / 77,4
Population active totale (en milliers) 2003	10 016
Régime politique	État Fédéral Indépendant, Monarque Britannique

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	3,6	3,8	3,6
Taux d'épargne des ménages	-2,1	-1,8	-1,4
Indices des prix à la consommation	2,3	2,4	2,6
Taux d'intérêt à court terme (%)	5,5	5,9	6,1
Taux de chômage (%)	5,6	5,5	5,5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	0,7	0,4	0,5
Balance courante (% du PIB)	-5,5	-4,9	-4,6

Source : OCDE



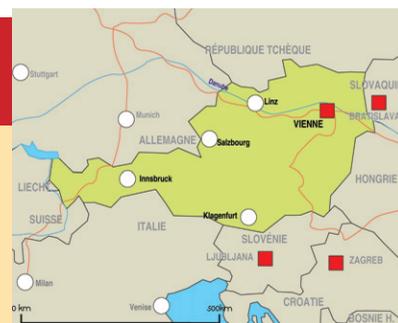
Autriche

Réforme fiscale stimulante

La croissance de l'activité devrait s'accroître progressivement, dans la ligne de la reprise de la zone euro, ce qui permettra une décline du chômage en 2006. Malgré les progrès faits pour diminuer les dépenses publiques relativement élevées, les allègements d'impôts en 2005 et 2006 seront pour l'essentiel financés par le déficit, ce qui stimulera assez fortement la croissance.

L'harmonisation prévue des retraites freinera les dépenses futures liées au vieillissement de la population, mais de nouvelles réductions importantes des dépenses des administrations publiques sont nécessaires pour assurer la viabilité à long terme des finances de l'État. En outre, de nouvelles mesures pour améliorer les incitations au travail des personnes âgées et des femmes contribueraient à neutraliser l'incidence économique négative de l'évolution démographique en cours.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS

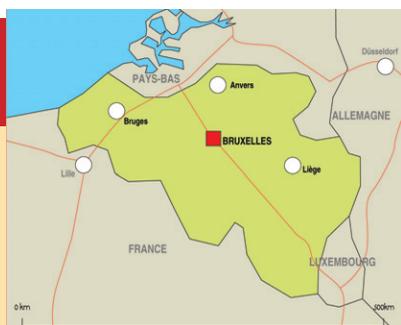


Population (en milliers) 2003	8 067
Superficie (en milliers de km ²)	84
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) - 2003	253,1
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	81,7 / 75,8
Population active totale (en milliers) 2003	3 967
Régime politique	République Fédérale

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	1,8	2,3	2,6
Taux d'épargne des ménages	8,3	8,8	8,8
Indices des prix à la consommation	1,9	1,9	1,4
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,1	2,7
Taux de chômage (%)	5,8	5,8	5,5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-1,5	-2,1	-2,1
Balance courante (% du PIB)	-0,1	0,0	0,1

Source : OCDE

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	10 372
Superficie (en milliers de km ²)	31
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) - 2003	301,9
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	81,1 / 75,1
Population active totale (en milliers) 2003	4 531
Régime politique	Monarchie Constitutionnelle

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	2,7	2,4	2,7
Taux d'épargne des ménages	13,8	13,4	13,9
Indices des prix à la consommation	1,9	2,2	1,9
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,1	2,7
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-0,1	-0,4	-0,5
Balance courante (% du PIB)	3,7	3,1	4,0

Source : OCDE



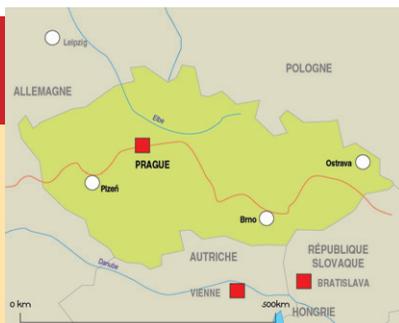
Belgique

Augmenter l'activité

La croissance économique devrait se tasser légèrement en 2005 mais se raffermir à 2,75 % en 2006, les marchés d'exportation restant dynamiques et l'investissement des entreprises s'accroissant. Le taux de chômage devrait tomber à 7,25 % d'ici 2006, et le taux d'inflation sous-jacent devrait se maintenir aux alentours de 1,75 %, les effets défavorables de la hausse des prix de l'énergie s'estompant mais la croissance devenant supérieure au potentiel. Si l'euro devait s'apprécier plus que prévu, la croissance et l'inflation seraient plus faibles.

De nouveaux efforts sont nécessaires afin que le budget demeure équilibré. Il devrait privilégier, comme prévu, la maîtrise des dépenses, étant donné que le poids de la charge fiscale sur la main-d'œuvre décourage l'effort de travail. De nouvelles réformes sont également nécessaires pour atténuer les incitations à la retraite anticipée et élever le taux d'activité.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



République tchèque

Des réformes à prévoir

Grâce au dynamisme des exportations et à la fermeté de l'investissement privé, la croissance de la production s'est accélérée et devrait atteindre environ 4 % cette année, de même qu'en 2005 et 2006. L'emploi ne progressera sans doute que faiblement mais néanmoins suffisamment pour permettre un léger recul du chômage. L'inflation restera voisine de la cible médiane de 3 %.

Le rythme de la réforme budgétaire doit être accéléré. Un nouveau cadre de budgétisation a été adopté et doit être strictement mis en œuvre. Des progrès concrets sont également nécessaires concernant les réformes des retraites et de la santé. La politique monétaire paraît devoir rester neutre à court terme bien que l'inflation risque d'être plus forte que prévu. Des réformes structurelles visant à améliorer l'environnement des entreprises s'imposent de manière à permettre une convergence rapide en termes réels.

Population (en milliers) 2003	10 202
Superficie (en milliers de km²)	79
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) - 2003	85,4
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	78,7 / 72,1
Population active totale (en milliers) 2003	5 132
Régime politique	Démocratie parlementaire

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	3,9	4,2	4,1
Indices des prix à la consommation	2,9	3,1	3,0
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,4	3,0	3,2
Taux de chômage (%)	8,4	8,3	8,2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-4,3	-4,6	-3,9
Balance courante (% du PIB)	-6,5	-6,6	-6,5

Source : OCDE



Danemark

Perspectives très favorables

L'activité a continué à se redresser en 2004 grâce à la vive reprise de la consommation privée et des exportations. Les perspectives paraissent favorables pour 2005 et 2006, dans la mesure où l'investissement des entreprises devrait se conjuguer à la vigueur persistante des dépenses des ménages et à la rapide progression de la demande d'exportation pour soutenir l'activité. Le marché du travail s'améliore progressivement, mais les tensions inflationnistes resteront probablement contenues jusqu'en 2006, date à laquelle le sous-emploi des ressources sur les marchés du travail et des produits devrait avoir été résorbé.

Les prévisions sont très largement conditionnées par la détente budgétaire opérée en 2004, qui a donné un puissant coup de fouet aux revenus disponibles des ménages. La politique monétaire soutient actuellement la croissance, mais cette orientation devrait s'atténuer d'ici 2006 à mesure que la Banque centrale européenne relèvera progressivement les taux d'intérêt et que le Danemark l'imitera. De nouvelles initiatives pour élever le taux d'activité aideraient à étayer la reprise et à rapprocher l'emploi de l'objectif à moyen terme du gouvernement.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	5 387
Superficie (en milliers de km²)	43
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) - 2003	212,3
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	79,5 / 74,8
Population active totale (en milliers) 2003	2 850
Régime politique	Monarchie Constitutionnelle

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	2,4	2,7	2,6
Taux d'épargne des ménages	-0,3	-1,6	-1,3
Indices des prix à la consommation	1,2	1,7	2,0
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,2	2,7
Taux de chômage (%)	5,8	5,3	4,9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	0,9	1,4	1,5
Balance courante (% du PIB)	3,1	3,1	3,4

Source : OCDE



Finlande Retour de l'investissement

Avec une production proche de son potentiel, la Finlande se trouve dans une situation conjoncturelle plus favorable que la zone euro en moyenne. La reprise des échanges internationaux et le redressement des investissements productifs devraient prendre de plus en plus d'importance comme moteurs de l'expansion, qui devrait atteindre un rythme de 3 % l'an en moyenne jusqu'en 2006.

Un accord salarial modéré permettrait de réduire la fiscalité du travail sans compromettre les objectifs budgétaires globaux. Cependant, des gains d'efficacité dans le secteur public et un plus large recours aux services privés sont nécessaires pour permettre de nouvelles réductions d'impôts. Il sera indispensable d'engager des réformes supplémentaires, tendant notamment à un durcissement des conditions qui s'appliquent aux dispositifs de préretraite, si les autorités veulent atteindre l'objectif qu'elles se sont fixées en matière d'emploi.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	5 213
Superficie (en milliers de km²)	338
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) - 2003	160,8
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	81,5 / 74,9
Population active totale (en milliers) 2003	2 620
Régime politique	République

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	3,1	2,8	3,1
Indices des prix à la consommation	0,2	1,7	1,9
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,1	2,7
Taux de chômage (%)	8,9	8,7	8,2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	2,3	2,1	2,3
Balance courante (% du PIB)	4,9	4,9	5,0

Source : OCDE

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	11 036
Superficie (en milliers de km²)	132
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) - 2003	172,7
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	80,7 / 75,4
Population active totale (en milliers) 2003	4 507
Régime politique	République

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	3,8	3,2	3,5
Indices des prix à la consommation	3,1	3,4	3,2
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,1	2,7
Taux de chômage (%)	9,1	8,9	8,7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-5,3	-3,5	-3,2
Balance courante (% du PIB)	-6,0	-5,8	-5,6

Source : OCDE



Grèce Ralentissement post-J.O.

Grâce au dynamisme de la demande intérieure, l'économie grecque a continué de connaître une croissance rapide pendant les trois premiers trimestres de 2004. Le PIB devrait progresser un peu moins rapidement en 2005, à 3,25 %, les investissements liés aux Jeux olympiques venant à leur terme et la politique budgétaire se durcissant, mais il devrait se redresser à nouveau en 2006. En raison de la vigueur de la demande et du relèvement des prix du pétrole, on prévoit une accélération de l'inflation dont le taux pourrait s'établir aux alentours de 3,25 % au cours des deux prochaines années.

La forte dégradation récemment révélée de la situation budgétaire souligne la nécessité de réduire sensiblement les dépenses publiques pour placer les finances de l'État sur un sentier tenable. Il faudrait parallèlement améliorer l'efficacité administrative, et procéder à des réformes résolues des systèmes de retraite et de santé. Des mesures propres à améliorer la flexibilité du marché du travail et à renforcer la concurrence sur les marchés de produits sont également requises pour réduire l'écart d'inflation avec la zone euro.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Hongrie

Améliorer la crédibilité budgétaire

La croissance de la production devrait atteindre près de 4 % en 2004 et ralentir aux alentours de 3,5 % en 2005 et 2006, sous l'effet d'une certaine décélération de la progression exceptionnellement rapide des exportations et d'un nouveau tassement de la consommation. L'inflation devrait baisser rapidement à court terme, l'impact des augmentations ponctuelles des impôts indirects s'estompant ; elle devrait continuer de diminuer, mais à un rythme plus lent, en 2005 et 2006, en dépit de la hausse des prix du pétrole.

Malgré la substantielle réduction du déficit budgétaire de l'État attendue pour cette année, un profond écart persiste entre les ambitions et les résultats de la politique budgétaire, ce qui rend plus difficile la coordination des politiques macroéconomiques et fait monter les primes de risque. Le nouveau gouvernement devrait adopter une stratégie budgétaire plus crédible en fixant des objectifs plus réalistes tout en s'engageant plus résolument à réduire durablement les dépenses.

Population (en milliers) 2003	10 124
Superficie (en milliers de km²)	93
Monnaie	Forint
PIB (en milliards de US\$) - 2003	82,8
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	76,7 / 68,4
Population active totale (en milliers) 2003	4 166
Régime politique	Démocratie Parlementaire

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	3,9	3,6	3,5
Indices des prix à la consommation	6,9	4,7	4,5
Taux d'intérêt à court terme (%)	11,5	10,0	8,7
Taux de chômage (%)	5,9	5,7	5,6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-5,4	-4,9	-4,5
Balance courante (% du PIB)	-9,1	-8,5	-8,2

Source : OCDE



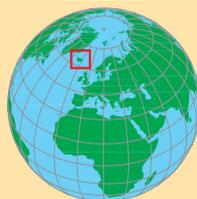
Islande

Éviter la surchauffe

L'expansion économique s'est encore renforcée, s'étendant de la demande intérieure, particulièrement dynamique, aux exportations. Bien que l'économie ne soit pas encore entrée dans la phase la plus intensive des grands projets d'investissement du secteur de l'aluminium et que le marché du travail soit encore relativement peu dynamique, un déficit extérieur important et des tensions inflationnistes ont réapparu.

Il va falloir relever sensiblement les taux d'intérêt pour éviter que le phénomène de surchauffe qui avait marqué la fin des années 90 ne se reproduise. Il sera indispensable de mener une politique budgétaire restrictive pendant la phase d'expansion de l'investissement, car cela permettra aux autorités monétaires de sauvegarder la stabilité des prix sans avoir à pratiquer des taux d'intérêt excessivement élevés, sans exercer de pression à la hausse sur le taux de change et sans freiner l'activité dans le secteur exposé de l'économie. Les réductions d'impôts envisagées devraient donc être différées.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	289
Superficie (en milliers de km²)	103
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) - 2003	10,6
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	82,3 / 78,5
Population active totale (en milliers) 2003	162
Régime politique	République Constitutionnelle

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	5,9	5,2	4,8
Indices des prix à la consommation	3,1	3,9	3,9
Taux d'intérêt à court terme (%)	6,2	8,7	8,8
Taux de chômage (%)	3,1	2,9	2,6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	0,1	1,2	1,0
Balance courante (% du PIB)	-8,5	-11,0	-11,6

Source : OCDE



Irlande Vulnérabilité du taux de change

L'économie s'est très vite remise sur pied. La production semble avoir progressé de 5 % en 2004 d'après les estimations, et il est probable qu'elle continuera de croître au même rythme en 2005 et 2006, grâce au dynamisme des exportations nettes et de la consommation. L'économie irlandaise continue ainsi d'enregistrer des résultats remarquables sur le plan de l'emploi et de la productivité du travail, mais la période où le « Tigre celtique » affichait des taux de croissance de 10 % et plus, appartient désormais au passé. Avec la persistance d'une demande excédentaire, les tensions inflationnistes vont sans doute recommencer à s'accroître progressivement. L'économie est vulnérable face à une augmentation du taux de change de l'euro ou des taux d'intérêt.

Pour réduire les tensions inflationnistes à moyen terme, il importe de laisser jouer les mécanismes du marché dans les secteurs de services, y compris dans les industries de réseau et les professions libérales, et d'assouplir la réglementation applicable au commerce de détail. Il convient également de promouvoir la modération salariale. Les prévisions des *Perspectives économiques* s'appuient sur l'hypothèse d'une stabilisation progressive du marché du logement.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	3 953
Superficie (en milliers de km²)	70
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) - 2003	152,1
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	80,3 / 75,2
Population active totale (en milliers) 2003	1 860
Régime politique	République

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	4,9	5,5	4,9
Indices des prix à la consommation	2,4	2,8	2,9
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,1	2,7
Taux de chômage (%)	4,4	4,1	4,0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	0,2	-0,1	-0,4
Balance courante (% du PIB)	-0,6	-0,1	0,1

Source : OCDE

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	47 925
Superficie (en milliers de km²)	100
Monnaie	Won
PIB (en milliards de US\$) - 2003	605,4
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2001	80,0 / 72,8
Population active totale (en milliers) 2003	22 916
Régime politique	République

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	5,0	4,5	5,0
Taux d'épargne des ménages	3,4	3,7	5,1
Indices des prix à la consommation	3,7	3,5	3,0
Taux d'intérêt à court terme (%)	3,8	3,7	3,9
Taux de chômage (%)	3,5	3,5	3,4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	3,4	3,4	3,4
Balance courante (% du PIB)	3,7	2,7	2,7

Source : OCDE

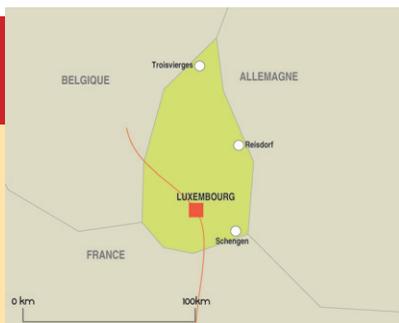


Corée Priorité aux réformes

Alors qu'à la suite de la très forte expansion du crédit aux ménages, la consommation privée marque le pas, la croissance est soutenue par les exportations, dont la Chine constitue la principale destination. Bien que les exportations commencent à ralentir, une accélération de la demande intérieure, tirée au départ par l'investissement, devrait maintenir la croissance économique dans une fourchette de 4 à 5 % en 2005 et 2006. Un ralentissement de la croissance du commerce mondial avant le redressement de la demande intérieure pourrait compromettre la poursuite de l'expansion.

Étant donné les causes structurelles de la faiblesse de la demande intérieure, la plus haute priorité doit être donnée à la poursuite des réformes, notamment dans le but de flexibiliser le marché du travail et de remédier aux problèmes des sociétés de cartes de crédit. La politique monétaire devra conserver son orientation expansionniste jusqu'à ce que la demande intérieure se redresse et il faudra laisser fonctionner les stabilisateurs budgétaires automatiques.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	452
Superficie (en milliers de km²)	3
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) - 2003	27,0
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	81,5 / 74,9
Population active totale (en milliers) 2003	302
Régime politique	Monarchie Constitutionnelle

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	4,2	4,5	4,3
Indices des prix à la consommation	3,5	2,3	2,0
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,1	2,7
Taux de chômage (%)	4,2	4,2	4,2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-0,4	-0,8	-1,2
Balance courante (% du PIB)	8,8	10,6	11,1

Source : OCDE



Luxembourg

Regain de confiance

L'activité tirée par les exportations s'est traduite par une vive reprise économique, qui devrait persister jusqu'à la fin de 2006, le PIB étant supposé afficher des taux de croissance supérieurs à 4 % en 2004 et les deux années suivantes. La montée tendancielle du chômage s'interrompra probablement au début de 2005. L'indicateur de confiance de l'industrie a fortement augmenté depuis le milieu de cette année face aux perspectives économiques plus favorables. La confiance des consommateurs suit la même tendance ascendante. On ne peut ignorer le risque qu'une appréciation plus forte que prévu du taux de change de l'euro ne freine la croissance des exportations et l'inflation. À l'inverse cependant, une reprise plus forte que prévu des marchés financiers dynamiserait les exportations des services financiers et la croissance en général.

Le gouvernement devrait mettre à profit l'amélioration de la conjoncture pour revoir ses programmes de dépenses dans la perspective d'une croissance plus modérée à moyen terme et pour s'attaquer au chômage structurel.



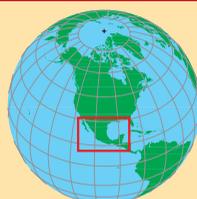
Mexique

Pétrole et demande américaine au rendez-vous

Une forte reprise est enfin engagée, grâce à l'activité plus soutenue du secteur manufacturier aux États-Unis et au niveau élevé des prix du pétrole. Les perspectives de croissance devraient rester favorables dans la mesure où la demande intérieure compense le ralentissement prévu de la demande extérieure. L'indice des prix à la consommation s'est inscrit en hausse, essentiellement du fait de facteurs erratiques, mais l'inflation sous-jacente s'est, elle aussi, redressée.

Face à la montée des anticipations inflationnistes, le durcissement par étapes de la politique monétaire opéré en 2004 était indiqué. Sur le front budgétaire, l'objectif de 2004 sera facilement atteint, grâce à des recettes pétrolières plus importantes que prévu. Ces conditions propices devraient continuer d'être mises à profit pour assainir les finances publiques. Une réforme fiscale visant à accroître les recettes est nécessaire pour réduire la vulnérabilité des finances publiques face aux fluctuations des prix du pétrole.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	102 708
Superficie (en milliers de km²)	1 996
Monnaie	Peso
PIB (en milliards de US\$) - 2003	625,6
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	77,1 / 72,1
Population active totale (en milliers) 2003	40 745
Régime politique	République Fédérale

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	4,2	3,9	4,2
Indices des prix à la consommation	4,6	4,5	3,4
Taux d'intérêt à court terme (%)	6,8	7,8	8,1
Taux de chômage (%)	2,4	2,3	2,3
Balance courante (% du PIB)	-1,4	-1,5	-1,9

Source : OCDE



Pays-Bas Fin d'une longue et profonde récession

L'économie émerge peu à peu d'une longue et profonde récession. Le PIB réel progressera probablement de 1,25 % en 2004 et 2005, son taux de croissance s'accroissant en 2006, l'écart de production demeurant cependant encore fortement négatif. La hausse modérée des salaires, nécessaire pour rétablir la compétitivité internationale, et la reprise seulement progressive de l'emploi sont les raisons pour lesquelles la consommation privée tarde à retrouver son rythme tendanciel de croissance. Le taux de chômage s'élèvera temporairement du fait des réformes opérées du côté de l'offre, ce qui contribuera à faire encore légèrement reculer l'inflation sous-jacente.

Il existe un risque que l'offre supplémentaire de main-d'œuvre résultant des réformes actuelles des prestations sociales ne puisse être totalement absorbée aux taux de salaires en vigueur. En conséquence, le gouvernement devrait compléter ces réformes par des mesures propres à renforcer la flexibilité des salaires afin d'améliorer les perspectives d'emploi des travailleurs peu qualifiés. Le déficit budgétaire du gouvernement central a atteint 3,2 % du PIB en 2003 et devrait s'abaisser à 3 % ou moins avant le courant de l'année 2005. Il est possible que cet objectif soit atteint en 2004.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS

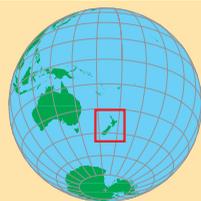


Population (en milliers) 2003	16 224
Superficie (en milliers de km²)	41
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) - 2003	512,7
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	80,7 / 76,0
Population active totale (en milliers) 2003	8 287
Régime politique	Monarchie Constitutionnelle

	2004	2005	2006
évolution % (sauf indication contraire)			
Croissance du PIB	1,2	1,2	2,4
Taux d'épargne des ménages	10,7	10,7	9,9
Indices des prix à la consommation	1,3	2,1	1,6
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,1	2,7
Taux de chômage (%)	4,9	5,2	5,0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-2,9	-2,7	-1,9
Balance courante (% du PIB)	4,2	4,2	4,4

Source : OCDE

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	4 009
Superficie (en milliers de km²)	269
Monnaie	Dollar
PIB (en milliards de US\$) - 2003	79,0
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2001	80,9 / 76,0
Population active totale (en milliers) 2003	2 024
Régime politique	Démocratie parlementaire

	2004	2005	2006
évolution % (sauf indication contraire)			
Croissance du PIB	4,8	2,1	2,6
Indices des prix à la consommation	2,3	3,0	2,8
Taux d'intérêt à court terme (%)	6,1	6,7	6,7
Taux de chômage (%)	4,1	4,2	4,2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	2,9	2,1	1,9
Balance courante (% du PIB)	-5,1	-5,3	-5,0

Source : OCDE



Nouvelle-Zélande Vers un atterrissage en douceur

La croissance extrêmement rapide de l'économie au premier semestre de l'année a accentué l'écart de production, déjà positif, et renforcé les tensions inflationnistes. Néanmoins, le rythme de l'activité commence maintenant à ralentir, les taux d'intérêt plus élevés freinant la demande intérieure et les effets de l'appréciation du taux de change continuant de gagner les différents secteurs de l'économie. Des pénuries de main-d'œuvre persistent et la progression des salaires réels pourrait s'accroître, même si les taux élevés d'investissement atténueront les contraintes de capacité.

L'économie est en passe d'opérer un atterrissage en douceur, et les mesures successives prises en 2004 pour durcir la politique monétaire devraient se révéler suffisantes. Une politique budgétaire encore plus expansionniste à ce stade du cycle serait contreproductive et devrait de toutes façons être compensée par une hausse des taux d'intérêt pour ramener l'économie sur un sentier de croissance durable.



Norvège Une demande excédentaire

Une reprise tirée par la demande intérieure s'affirme actuellement grâce à l'intensification des investissements pétroliers, à la faiblesse des taux d'intérêt et à une politique budgétaire expansionniste. L'écart de production négatif devrait s'inverser en 2005. Le secteur extérieur devrait commencer à contribuer de manière positive à la croissance. L'inflation sous-jacente devrait s'accélérer du fait de la demande excédentaire mais ne devrait atteindre qu'à la fin de 2006 le milieu de la fourchette retenue comme objectif par la Banque centrale.

La politique monétaire devrait viser à réaliser l'objectif d'inflation en maintenant les taux d'intérêt à un faible niveau tout au long de la période couverte par les prévisions. La politique budgétaire devrait rapidement revenir au respect de la règle fixée pour éviter une surchauffe et une appréciation de la couronne et pour contribuer à une utilisation plus équitable des ressources pétrolières au fil du temps.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	4 564
Superficie (en milliers de km ²)	324
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) - 2002	220,9
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	81,5 / 76,4
Population active totale (en milliers) 2003	2 375
Régime politique	Monarchie Constitutionnelle

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	3,2	3,2	2,9
Taux d'épargne des ménages	7,5	7,7	7,8
Indices des prix à la consommation	0,5	1,9	2,1
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,0	2,0	2,6
Taux de chômage (%)	4,4	4,2	4,1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	8,2	10,5	11,4
Balance courante (% du PIB)	14,2	16,3	16,4

Source : OCDE

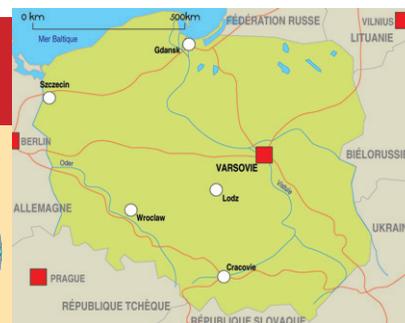


Pologne Contrôler les dépenses

Le PIB a sensiblement augmenté au premier semestre de 2004, tiré par un gonflement important des stocks et des exportations. L'activité devrait demeurer dynamique en 2005, moins cependant qu'au début de 2004. La croissance des exportations ralentirait légèrement, en partie du fait de l'appréciation récente du zloty. Une reprise de l'investissement est en cours mais elle ne s'affirmerait qu'en 2006. L'emploi progresserait modérément en 2005 et de manière plus soutenue en 2006 grâce à l'accélération de l'investissement.

L'effet sur le déficit budgétaire du relâchement des dépenses publiques en 2004 a été partiellement compensé par le dynamisme de la croissance ; l'OCDE prévoyant une progression plus modérée du PIB, les objectifs concernant les dépenses publiques devront être strictement respectés, voire renforcés, si l'on veut préserver la viabilité des finances publiques à moyen terme. Bien que l'infléchissement à la hausse de l'indice des prix à la consommation ne soit peut-être que temporaire, le relèvement des taux d'intérêt de la Banque centrale a été opportun compte tenu de la progression des salaires et de la position budgétaire. De nouveaux relèvements pourraient être nécessaires si les tensions inflationnistes persistaient.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	38 195
Superficie (en milliers de km ²)	313
Monnaie	Zloty
PIB (en milliards de US\$) - 2003	209,5
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	78,7 / 70,4
Population active totale (en milliers) 2003	17 009
Régime politique	République

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	5,4	4,3	4,5
Indices des prix à la consommation	3,3	3,0	3,4
Taux d'intérêt à court terme (%)	6,4	7,5	7,5
Taux de chômage (%)	19,1	18,4	17,6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-5,4	-4,7	-4,3
Balance courante (% du PIB)	-1,5	-2,1	-2,2

Source : OCDE



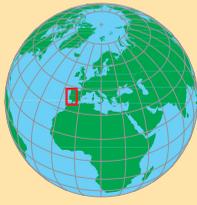
Portugal

Un potentiel à atteindre

L'économie portugaise a commencé à sortir de la récession en 2004, tirée par les exportations et la demande intérieure privée. La croissance du PIB réel devrait s'accroître encore pour atteindre 2,75 % en 2006. Quel que soit l'indicateur utilisé, l'économie ne devrait pas tourner encore à son potentiel à la fin de la période couverte par les prévisions. En conséquence, l'écart d'inflation par rapport à la zone euro devrait rester faible.

Les autorités sont toujours confrontées à la nécessité d'assainir les finances publiques. Le recours à d'importantes mesures non récurrentes pour maintenir le déficit en dessous de 3 % du PIB est devenu la norme depuis 2002. Cette stratégie devrait être remplacée par un strict encadrement des dépenses et la mise en œuvre des réformes déjà approuvées devrait être accélérée. Une réforme radicale du système de retraite est également nécessaire pour assurer la viabilité à long terme des finances publiques.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS





Population (en milliers) 2003	10 449
Superficie (en milliers de km²)	92
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) - 2003	146,8
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	80,5 / 73,8
Population active totale (en milliers) 2003	5 419
Régime politique	Démocratie parlementaire

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	1,5	2,2	2,8
Taux d'épargne des ménages	12,8	12,8	12,4
Indices des prix à la consommation	2,5	2,0	1,8
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,1	2,7
Taux de chômage (%)	6,5	6,6	6,1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-2,9	-3,0	-3,8
Balance courante (% du PIB)	-6,3	-6,3	-6,3

Source : OCDE

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS





Population (en milliers) 2003	5 380
Superficie (en milliers de km²)	49
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) - 2003	32,5
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	77,8 / 69,9
Population active totale (en milliers) 2003	2 634
Régime politique	Démocratie parlementaire

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	4,9	4,8	5,0
Indices des prix à la consommation	7,7	3,6	3,1
Taux d'intérêt à court terme (%)	4,6	4,4	4,1
Taux de chômage (%)	18,2	17,5	16,5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-3,9	-3,8	-3,9
Balance courante (% du PIB)	-2,6	-3,0	-1,9

Source : OCDE



République slovaque

Objectif 2009 : l'euro

L'activité est de plus en plus largement assise et la croissance, proche de 5 % sur toute la période couverte par les prévisions, dépasse les anticipations antérieures. La hausse des prix à la consommation, actuellement forte, se ralentira sensiblement une fois que les effets des ajustements des prix réglementés, de la réforme fiscale et de la hausse des prix alimentaires liée à l'adhésion à l'Union européenne commenceront à s'estomper en 2005. Le chômage entamera lui aussi une décrue, son taux s'établissant à 16 % d'ici la fin de 2006.

Pour que l'engagement des autorités budgétaires d'intégrer la zone euro en 2009 reste crédible, les larges réductions des dépenses publiques déjà inscrites dans le budget devront être mises en œuvre comme prévu. Les autorités monétaires devraient définir et rendre publique leur stratégie en vue de l'adoption de l'euro dès que les effets non récurrents exercés sur l'inflation se seront dissipés.

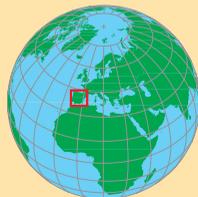


Espagne Favoriser la concurrence

La demande intérieure a soutenu l'activité pendant le premier semestre de 2004, mais la demande extérieure nette a faibli. L'inflation s'est accélérée en raison de la hausse du prix du pétrole, l'écart positif avec la zone euro demeurant aux alentours d'un point de pourcentage. Bien que l'on puisse prévoir un certain affaiblissement à court terme du fait de la hausse des prix du pétrole, l'activité devrait à nouveau accélérer pour se rapprocher de 3 % au cours de la période de prévisions.

Les conditions monétaires restent détendues, et le budget pour 2005 implique une orientation à peu près neutre de la politique budgétaire. Des réformes visant à intensifier la concurrence dans certains secteurs et à améliorer le système de négociations de salaire devraient être adoptées afin d'accélérer les gains de productivité et de réduire l'écart d'inflation avec les autres pays.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	41 874
Superficie (en milliers de km ²)	505
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) - 2003	838,6
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	83,1 / 75,7
Population active totale (en milliers) 2003	18 822
Régime politique	Monarchie parlementaire

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	2,6	2,7	3,0
Taux d'épargne des ménages	10,7	11,0	11,0
Indices des prix à la consommation	3,0	3,2	2,7
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	2,1	2,7
Taux de chômage (%)	10,9	10,7	10,4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-1,1	-0,1	-0,1
Balance courante (% du PIB)	-4,2	-4,7	-4,8

Source : OCDE



Suède Consommation dopée

L'expansion s'accélère, la production s'accroissant à un rythme plus soutenu que son taux potentiel, grâce à la fermeté des exportations et au redressement de l'investissement. La croissance des exportations devrait rester soutenue et la consommation des ménages sera stimulée par les réductions d'impôts et l'augmentation des prix des logements. Ces facteurs devraient permettre l'amélioration de l'emploi attendue depuis longtemps, qui viendra à son tour soutenir la demande intérieure.

L'inflation va sans doute s'accélérer, dans la mesure où les capacités inutilisées seront absorbées d'ici la fin de l'année. La Banque centrale va donc devoir commencer bientôt à relever le taux d'intérêt. En septembre, le gouvernement a adopté d'importantes mesures de relance budgétaire alors que l'économie était déjà très dynamique. Ceci compliquera la tâche des autorités monétaires et risque de compromettre la réalisation de l'objectif budgétaire à moyen terme fixé par le gouvernement.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	8 958
Superficie (en milliers de km ²)	450
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) - 2003	301,6
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	82,1 / 77,7
Population active totale (en milliers) 2003	4 497
Régime politique	Monarchie Constitutionnelle

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	3,3	3,3	3,2
Taux d'épargne des ménages	8,3	7,8	7,1
Indices des prix à la consommation	0,4	1,8	2,5
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,1	3,2	4,6
Taux de chômage (%)	5,6	4,9	4,3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	0,5	0,7	1,2
Balance courante (% du PIB)	7,4	6,4	6,5

Source : OCDE



Suisse

Une expansion stable

Soutenue par des politiques monétaire et budgétaire relâchées, l'économie a bénéficié d'une reprise en 2004, avec une croissance du PIB qui sera proche de 2 %. L'expansion devrait se prolonger en 2005 et 2006 à un rythme similaire, légèrement supérieur au potentiel, grâce à l'amélioration de l'environnement extérieur. Ces développements, qui devraient favoriser une embellie du marché du travail à partir de 2005, devraient s'accompagner d'une inflation toujours modérée. À cause de l'augmentation des prix du pétrole, l'inflation a atteint 1,3 % en octobre 2004, mais le taux sous-jacent était seulement de 0,5 %.

La poursuite d'un resserrement monétaire graduel vers des conditions financières plus neutres est prévue à mesure que se réduisent les capacités de production inutilisées. L'assainissement des finances fédérales reste par ailleurs nécessaire à partir de 2005 même si des résultats budgétaires meilleurs que prévus sont obtenus en 2004. L'amélioration de la conjoncture ne doit pas conduire à un relâchement des efforts engagés pour stimuler la concurrence sur le marché intérieur et renforcer la croissance potentielle.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	7 343
Superficie (en milliers de km²)	41
Monnaie	Franc
PIB (en milliards de US\$) - 2003	321,8
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	83,0 / 77,8
Population active totale (en milliers) 2003	4 349
Régime politique	République Fédérale

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	1,9	1,9	2,0
Indices des prix à la consommation	0,8	1,2	0,9
Taux d'intérêt à court terme (%)	0,5	1,6	2,4
Taux de chômage (%)	4,0	3,6	2,8
Balance courante (% du PIB)	12,8	12,4	12,6

Source : OCDE

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	70 712
Superficie (en milliers de km²)	781
Monnaie	Livre
PIB (en milliards de US\$) - 2003	239,7
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	70,9 / 66,2
Population active totale (en milliers) 2003	24 141
Régime politique	Démocratie Parlementaire Républicaine

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	9,8	6,4	5,8
Indices des prix à la consommation	10,7	8,6	6,3
Taux d'intérêt à court terme (%)	22,5	14,7	12,5
Taux de chômage (%)	9,5	10,0	10,5
Balance courante (% du PIB)	-5,2	-4,5	-3,8

Source : OCDE



Turquie

Croissance forte, moins vertigineuse

Grâce au dynamisme de l'investissement des entreprises privées et de la consommation des ménages, la croissance du PIB a atteint près de 12 % en rythme annuel au premier semestre de 2004 et devrait s'approcher de 10 % en moyenne annuelle. Ce dynamisme a été encouragé par la perspective d'une possible ouverture des négociations avec l'UE. La croissance retrouvera probablement un rythme plus soutenable de l'ordre de 6 % en 2005 et 2006, avec des exportations et une demande intérieure soutenues.

Les autorités doivent respecter leur politique de rigueur monétaire et budgétaire et mettre intégralement en œuvre leur ambitieux programme de réforme structurelle, contribuant ainsi au renforcement de la confiance au niveau national et international. Le surcroît de ressources budgétaires engendré par la forte expansion devrait être consacré à la réduction de la dette publique, l'objectif étant d'améliorer la viabilité des finances publiques et de juguler l'augmentation du déficit de balance courante.

Pays non membres

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	178 985
Superficie (en milliers de km ²)	8 515
Monnaie	Real
PIB (en milliards de US\$) 2003	505
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2003	75,2 / 67,6
Population active totale (en milliers) 2003	87 788
Régime politique	République Fédérale

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	4,5	3,6	3,5
Inflation	7,3	6,0	5,0
Solde budgétaire (% du PIB)	-3,0	-2,8	-2,3
Solde budgétaire primaire (% du PIB)	4,5	4,3	4,3
Balance courante (% du PIB)	1,5	0,4	-0,2

Source : OCDE



Brésil

Des perspectives toujours positives

Après la bonne performance de 2004, la croissance économique devrait ralentir en 2005-2006, la demande intérieure étant sous doute appelée à rester le principal moteur de la croissance. La poursuite du recul du chômage et la progression des salaires réels alimenteront la reprise de la consommation privée, et ces perspectives positives devraient continuer à encourager l'investissement privé. Dans l'ensemble, la croissance du PIB pourrait se poursuivre au rythme de quelque 3.5 % sur la période couverte par les prévisions. L'ajustement extérieur devrait se poursuivre, facilité par la reprise de l'économie mondiale, mais l'excédent commercial devrait s'estomper, principalement à cause de l'augmentation des importations découlant du redressement de la demande intérieure. En conséquence, l'excédent de la balance courante devrait se contracter en 2005-2006. Ces perspectives supposent que les pouvoirs publics gardent le cap en matière d'objectifs d'inflation et d'objectifs budgétaires.

La politique budgétaire reste plus ferme que prévu, malgré une forte pression en faveur d'un accroissement de l'investissement dans les infrastructures, et les autorités monétaires ne doivent pas relâcher leur vigilance quant à l'évolution des prix. Au final, ces perspectives ne sont pas dénuées de risques, dus en particulier aux prix élevés du pétrole et aux pressions inflationnistes, conjuguées à de récents goulets d'étranglement dans l'industrie.



Chine

Une croissance rapide

L'année 2004 devrait témoigner une fois de plus d'une croissance rapide, après un ralentissement temporaire en cours d'année, traduisant les incertitudes des entreprises quant à l'impact des nouvelles politiques publiques de contrôle de l'investissement. L'année prochaine, l'augmentation des prix du pétrole, conjuguée à des politiques monétaires et fiscales restrictives, pourrait provoquer un certain ralentissement de la croissance. L'impact de ces dernières pourrait être en partie compensé par la croissance de l'investissement dans le secteur de la production d'électricité, largement public, ainsi que par la demande dans le secteur de l'immobilier, encouragée par des taux d'intérêts réels négatifs. La consommation devrait également rester élevée, notamment grâce à la progression des revenus ruraux observée au cours des sept dernières années. Enfin, les exportations devraient rester dynamiques, puisque l'Accord Multifibres qui limitait les exportations de produits textiles, arrive à son terme en 2005. Globalement, la croissance n'atteindra pas son plein potentiel en 2005, mais devrait se rétablir en 2006. La diminution prévue des prix des denrées alimentaires devrait atténuer l'inflation. Cependant, l'intervention continue de l'État pour stabiliser la valeur du renminbi risque de provoquer une inflation plus élevée que prévu.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & INDICATEURS



Population (en milliers) 2003	1 292 270
Superficie (en milliers de km ²)	9 597
Monnaie	Renminbi
PIB (en milliards de US\$) 2003	1 468
Espérance de vie à la naissance : (femmes/hommes) - 2002	73,9 / 70,0
Population active totale (en milliers) 2003	752 320
Régime politique	État communiste

	2004	2005	2006
	évolution % (sauf indication contraire)		
Croissance du PIB	9,2	8,0	8,5
Inflation	4,2	4,0	4,0
Solde budgétaire (% du PIB)	-2,0	-1,7	-1,7
Balance courante (% du PIB)	1,1	1,8	2,2

Source : OCDE

Climat et développement

Il paraît évident que des interactions existent entre le développement et les changements climatiques, mais les spécialistes du climat et les experts du développement travaillent-ils pour autant de concert ? Si ce n'est pas le cas, il est temps d'agir, comme l'a souligné le **Forum mondial de l'OCDE sur le développement durable : développement et changement climatique**, qui s'est tenu les 11 et 12 novembre 2004 à l'OCDE.

À vrai dire, les relations entre les spécialistes du changement climatique et les experts du développement sont restées par trop limitées, ce qui a ralenti le traitement de certains dossiers communs. Ce forum, qui fait partie de la série des forums mondiaux de l'OCDE, a offert aux représentants d'organisations telles que l'Organisation météorologique mondiale, la Banque mondiale et le Comité d'aide au développement de l'OCDE, la possibilité de réfléchir ensemble à des solutions communes pour l'avenir, quelques semaines seulement avant la Conférence de l'ONU sur le changement climatique qui devait se tenir en décembre à Buenos Aires.

Comme l'a constaté le Secrétaire général adjoint de l'OCDE, M. Kiyo Akasaka, « le changement climatique doit mobiliser tous nos efforts, partout dans le monde, dans l'ensemble de la société, dans toutes les disciplines, tous horizons confondus. En réunissant les décideurs et les experts de l'environnement et du développement, le forum marque une première avancée psychologiquement importante ».

Le changement climatique n'est pas un thème nouveau et les 150 participants au forum, représentants des gouvernements, des entreprises, d'organisations internationales, d'ONG et des chercheurs du monde entier, ont principalement réfléchi aux moyens d'intégrer systématiquement les réponses au changement climatique dans la planification et l'aide au développement.

Plusieurs intervenants ont évoqué des situations où les conséquences du changement climatique sont déjà perceptibles, par exemple dans les Andes et l'Himalaya, où la fonte des glaciers risque de provoquer des inondations, menaçant les activités économiques, dont le tourisme.



© Aaron Favila/REUTERS

Dans les îles et les régions côtières, l'intrusion d'eau salée menace quant à elle les ressources en eau potable et l'agriculture.

Les infrastructures vont constituer un défi majeur... En effet, la construction de routes, de digues, de voies de chemin de fer et de réseaux d'électricité devra désormais tenir compte du changement climatique, faute de quoi, selon les experts, les coûts de gestion seront bien plus lourds.

L'agriculture et la sylviculture ont été également au cœur des débats puisqu'il s'agit de secteurs très sensibles à la variation des conditions climatiques, notamment au régime des précipitations et aux températures. Cependant, ces changements peuvent aussi créer de nouvelles opportunités, comme par exemple la possibilité pour les agriculteurs de cultiver des céréales normalement associées à des climats plus chauds.

L'humanité est confrontée depuis longtemps aux changements climatiques et, comme l'a souligné le forum, les stratégies

traditionnelles d'adaptation sont riches d'enseignements à cet égard.

Les principaux intervenants du forum étaient Rajendra Pachauri, Président, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Joke Waller-Hunter, Secrétaire exécutif, Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) et Warren Evans, Directeur sectoriel, Département de l'environnement de la Banque mondiale. ■

On trouvera de plus amples informations concernant le forum mondial de l'OCDE sur le développement durable, le développement et le changement climatique, sur le site : www.oecd.org/developpementdurable

Pour plus d'informations sur le changement climatique et la conférence des Nations Unies, veuillez consulter également le site <http://unfccc.int/>

Une recherche universelle

L'astronomie a énormément progressé au cours des dernières décennies, mais notre univers reste encore bien mystérieux. Certes, nous disposons aujourd'hui d'un modèle convaincant de l'origine, l'évolution et la répartition de la matière visible dans l'univers, qu'il s'agisse des astéroïdes et planètes ou de la structure à grande échelle des amas de galaxies. Mais ce modèle ne permet pas d'expliquer la composition de quelque 96% de l'univers (les énigmatiques « matière noire » et « énergie noire »), ni l'origine ou la répartition de la vie dans l'univers.

Le dévoilement de ces mystères nécessitera le lancement de nouveaux projets, très coûteux, comme ceux des gigantesques télescopes optiques et radiotélescopes, qui ne pourront être mis en œuvre et financés que par le biais de fonds multinationaux.

Il faudra aussi élaborer une vision scientifique, coordonnée à l'échelle mondiale, des plus gros projets des vingt années à venir, renforcer la coopération pour développer les technologies indispensables, et enfin resserrer les liens entre les divers programmes mis en œuvre.

Telles sont les principales conclusions du nouveau rapport sur le forum mondial de la science, issues des débats entre responsables politiques et personnalités scientifiques, désormais consultable sur le site

www.oecd.org/sti/gsf. Un certain nombre de

recommandations s'adressent à la communauté scientifique internationale, d'autres sont plus particulièrement destinées aux organismes publics de financement.

L'astronomie entre

dans une nouvelle ère scientifique et organisationnelle : le rapport de l'OCDE expose les défis qu'il lui faudra relever dans les prochaines décennies.

Pour tout complément d'information, et pour obtenir un CD-Rom et une brochure en couleur sur le Forum mondial de la science, veuillez contacter

stefan.michalowski@oecd.org.

Le centre de l'entrepreneuriat voit le jour

Aider les entreprises à prospérer et étendre l'esprit d'initiative et d'entreprise ont toujours été au cœur de l'action des pouvoirs publics, notamment au niveau local. Et pour cause : deux tiers seulement des entreprises survivent deux années après leur création, et la moitié seulement atteint la cinquième année. Les chiffres de l'OCDE indiquent que les entreprises encore en activité au-delà des deux premières années ont entre 60 et 70 % de chances de survivre encore au moins cinq ans.

Néanmoins, malgré les risques, l'incitation à la création d'entreprise demeure une composante essentielle des mesures d'aide à la création d'emplois et au développement au-delà des grands centres urbains, car l'entrepreneuriat et le développement local jouent un rôle majeur dans la création d'emplois, l'encouragement des initiatives et la promotion de l'innovation. Ils favorisent aussi la cohésion sociale et le civisme. Ainsi, les petites et moyennes entreprises (PME) constituent la forme dominante d'entreprise dans tous les pays de la planète. Dans la seule zone OCDE, elles représentent plus de 95 % de l'ensemble du secteur privé, et emploient entre 60 et 70 % de la population active. Quant aux entreprises détenues par des femmes, elles constituent jusqu'au tiers de l'ensemble des PME.

L'interface entre entrepreneuriat, PME et entreprises locales devrait être davantage exploitée, mais aussi renforcée, car dans un marché mondial, les problèmes qui se posent habituellement aux entrepreneurs et aux collectivités locales (insuffisance de financement, complexité des technologies, contraintes managériales et lourdeurs législatives) se font de plus en plus aigus.

C'est pourquoi l'OCDE a mis en place une nouvelle structure, le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local (CFE). Ce nouveau centre permet de doter l'Organisation d'une expertise extrêmement pointue dans le domaine des PME et du développement



local, en s'appuyant notamment sur le Processus de Bologne de l'OCDE pour les politiques en faveur des PME et sur le Programme LEED (développement économique et création d'emplois locaux) de l'OCDE. Outre le fait de répondre aux besoins des entreprises, le Centre œuvrera au développement d'une véritable société d'entrepreneurs. Ses objectifs – promouvoir la compétitivité, la croissance durable et la cohésion sociale, mais aussi l'innovation, l'emploi et les débouchés de la mondialisation – sont louables, mais très ambitieux.

À l'actif du Centre, sa capacité à exploiter les ressources déjà solides dont dispose l'OCDE en matière de veille, de contacts et d'expérience dans tous les secteurs de l'action publique, qu'il s'agisse d'économie, de finance, d'éducation, de gouvernance ou d'environnement. Il jouera le rôle de « guichet unique » pour les experts de l'OCDE. Il privilégiera la communication de quelques messages simples. Par exemple, la thématique entrepreneuriale ne se réduit pas à la notion de risque : pour être efficaces, les stratégies de développement local doivent aussi intégrer les facteurs cruciaux que sont les compétences, le capital social et l'innovation, et doivent chercher à insuffler une culture d'évaluation permanente. Les stratégies doivent encourager les synergies et les partenariats, ainsi qu'une meilleure gouvernance locale. Bref, ils doivent chercher à créer ce que le Centre appelle un véritable environnement entrepreneurial. ■

Pour en savoir plus sur le Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local, veuillez consulter le site www.oecd.org/cfe.

Des têtes bien faites

Dans quelle mesure les émotions influencent-elles l'apprentissage ? Les adultes peuvent-ils « apprendre à apprendre » ? Quelles méthodes d'enseignement peuvent aider les enfants à vaincre

leur dyslexie ou leur dyscalculie ? Créé dans le cadre du projet « Sciences de l'apprentissage et recherche sur le cerveau » de l'OCDE/CERI, un nouveau forum interactif invite les enseignants de tous les niveaux à rencontrer des

scientifiques sur les nouveaux enjeux de l'enseignement et de l'apprentissage au XXI^e siècle.

Dans la zone OCDE, les enseignants ne reçoivent aucune formation sur le mode de fonctionnement du cerveau. Lorsqu'ils entendent le terme « trouble cérébral », ils considèrent tout naturellement qu'il s'agit d'un problème qui n'entre pas dans leur domaine de compétences. Dès lors, il n'est pas surprenant qu'ils se trouvent souvent perplexes face à des élèves souffrant de troubles spécifiquement « liés au cerveau » comme la dyslexie ou la dyscalculie, mais qui ne peuvent et ne doivent pas être exclus de l'enseignement général.

Par ailleurs, les enseignants sont curieux de savoir comment fonctionne le cerveau, comment il « apprend ». Ils se montrent disposés à intégrer dans leurs méthodes de travail les nouvelles

idées issues de la recherche scientifique récente, comme les découvertes en neurosciences qui peuvent améliorer les méthodes d'enseignement. Mais cela n'est pas sans danger. En effet, comme les enseignants ne sont pas bien informés sur les recherches récentes – et l'on sait à quel point la recherche fondamentale peut être difficile à comprendre – ils peuvent facilement être induits en erreur, notamment par les médias.

Le site Internet du projet « Sciences de l'apprentissage et recherche sur le cerveau » de l'OCDE/CERI a connu un grand succès chez les enseignants. Fort de ce constat, le CERI a créé ce nouveau forum de discussion en ligne pour favoriser le débat, informer l'opinion et offrir de vastes ressources aux enseignants, comme des articles scientifiques et des outils pédagogiques. ■

Voir www.teach-the-brain.org



©Jacques Binon/OCDE

Conférence de presse du premier ministre de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, lors d'une visite à l'OCDE le 21 octobre 2004.

Nouveaux ambassadeurs

1^{er} septembre : O-Kyu Kwon est le nouvel ambassadeur de la Corée auprès de l'OCDE. Il succède à Kyung Tae Lee. Avant d'occuper le poste d'ambassadeur auprès de l'OCDE, M. Kwon était secrétaire du président pour les politiques nationales.

8 novembre : Tómas Ingi Ólrich a pris son poste d'ambassadeur de l'Islande auprès de l'OCDE, succédant à Sigrídur Snaevarr. Avant d'occuper le poste d'ambassadeur auprès de l'OCDE, M. Ólrich était ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Science.

Voir www.oecd.org/ambassadeurs

Frankie.org par Stik



Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Ce document est mis à jour de façon hebdomadaire sur le site Internet de l'OCDE : www.ocde.org/media/enbref/.

NOVEMBRE –

Une sélection d'événements

- 10-13 **Forum mondial sur les indicateurs clés : « Statistiques, Savoir et Politique »**, organisé par la Direction des statistiques. Palerme, Italie.
- 11-12 **Forum mondial sur le développement durable**, organisé par la Direction de l'environnement et la Direction de la coopération pour le développement.
- 29-30 **Forum mondial de l'OCDE sur la gouvernance : lutter contre la corruption et promouvoir l'intégrité dans les marchés publics**, organisé par la Direction des affaires financières et des entreprises en coopération avec le ministère français de l'Économie, des finances et de l'industrie.
- 9-10 **Réunion de hauts fonctionnaires du Comité d'aide au développement.**
- 9-10 **Forum des partenaires au développement : Améliorer l'efficacité des donateurs dans la lutte contre la corruption**, organisé par le Comité d'aide au développement et Transparency International.
- 14 **Tourisme, économie et travail**, séminaire organisé par la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie. Vienne, Autriche.
- 16-17 **Partenariats public-privé pour l'innovation**, conférence OCDE-Russie, organisée avec le ministère russe de l'Éducation et de la science. Moscou, Russie.
- 20 **Transport routier international**, réunion d'un groupe d'experts de haut niveau, organisée par la Conférence européenne des ministres des transports.
- 18 **Emploi, développement économique et gouvernance locale**, séminaire organisé par le Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local. Riga, Lettonie.
- 18-22 **« World Conference on Disaster Reduction »**. Kobe, Hyogo, Japon.
- 20-21 **Atelier sur le coût des transactions liées aux politiques : agriculture/environnement**: organisé par la Direction de l'Alimentation, de l'agriculture et des pêcheries.
- 21 **« The Impact of China on Latin American Emerging Markets »** ; séminaire organisé par le Centre de développement.
- 24-25 **Les partenariats entre l'éducation et le monde des affaires**, colloque OCDE/Irlande, organisé par l'OCDE en coopération avec les autorités irlandaises. Dublin, Irlande.

DÉCEMBRE

- 1 **Journée mondiale du SIDA.**
- 2-3 **L'application des lois environnementales**, conférence du Forum mondial sur le développement durable, organisée par la Direction de l'environnement.
- 3 **Forum global sur l'agriculture**, organisé par la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries.
- 6-8 **Les typologies du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme**, atelier organisé par le Groupe d'action financière. Moscou, Russie.
- 6-17 **10ème session de la « Conference of the Parties » (COP10)**, organisée par la United Nations Framework Convention on Climate Change. Buenos Aires, Argentine.
- 7 **« Learning for tomorrow's world »**, publication des premiers résultats de PISA 2003.

JANVIER 2005

- 10-11 **« Advancing Knowledge and the Knowledge Economy »**, conférence organisée par la Direction de l'éducation, le US National Science Foundation, la Commission Européenne, et l'Université de Michigan. Washington, D.C., États-Unis.
- 12-13 **Conférence à haut niveau sur l'acier**, organisée par la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie, et l'International Iron and Steel Institute.
- 13-14 **« Development Effectiveness in Fragile States »**: The Road to Implementation, forum à haut niveau organisé par le Comité d'aide au développement, la Commission européenne, le PNUD et la Banque Mondiale. Londres, Royaume-Uni.
- 17-18 **L'évolution des handicaps dans les populations vieillissantes**, réunion organisée par la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales.

FÉVRIER

- 2-4 **Améliorer l'apprentissage par l'évaluation formative**, conférence internationale organisée par le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement de l'OCDE.
- 6-7 **Réunion de ministres pour inaugurer le programme sur la gouvernance publique de l'OCDE, de l'UNDP et du MENA (Moyen-orient et Afrique de Nord)**, sur l'invitation du Roi du Jordanie. Mer morte, Jordanie.
- 9-11 **Réunion plénière du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux.**

Mamans et patrons

Bébés et employeurs - Comment réconcilier travail et vie de famille (Volume 3) : Nouvelle-Zélande, Portugal et Suisse

P rivilegier sa carrière par rapport à sa famille est un choix individuel qui devient un véritable problème de société. Selon *Bébés et employeurs - Comment réconcilier travail et vie de famille*, les politiques familiales sont essentielles, non seulement pour favoriser l'épanouissement des enfants et le bien-être de la famille, mais aussi pour réduire la pauvreté, soutenir la productivité et dynamiser l'emploi dans nos sociétés vieillissantes.

Troisième d'une série de quatre volumes traitant des questions de famille et de travail, la présente édition de *Bébés et employeurs* examine les politiques adoptées par la Nouvelle-Zélande, le Portugal et la Suisse. (Voir également les politiques de l'Autriche, de l'Irlande et du Japon dans le n° 239 de *l'Observateur de l'OCDE*, et les politiques de l'Australie, du Danemark et des Pays-Bas dans le n° 235 de cette série).



Dans ces trois pays comme de nombreux autres pays industrialisés, les gens ne font pas assez d'enfants, tout simplement. La taille des familles diminue progressivement : de 1,5 enfant par famille au Portugal et en Suisse, ce qui est déjà faible, le pourcentage atteint à peine le seuil de renouvellement des générations en Nouvelle-Zélande. En outre, ces pays emploient plus de femmes que la plupart des autres pays de l'OCDE. En 2002, les taux d'emploi féminin en Suisse (72 %), en Nouvelle-Zélande (65 %) et au Portugal (61 %) soutenaient avantageusement la comparaison avec la moyenne OCDE (55 %). Nombre de ces femmes travaillent probablement à temps partiel, en particulier les mères ayant des enfants à charge. Elles pourraient être plus nombreuses à travailler à plein temps, avec de meilleures perspectives de carrière, s'il leur était plus facile de trouver des structures d'accueil pour leurs enfants.

Le pouvoir d'achat compte aussi. Au Portugal, la grande majorité des femmes salariées (85 %) travaillent à temps plein bien que leur salaire soit faible.

Une nouvelle fiscalité pourrait inciter plus de gens à chercher un emploi. Il est possible que le projet « Working for families » mis en place par la Nouvelle-Zélande, par exemple, encourage les mères à travailler. Mais selon *Bébés et employeurs*, la réforme ferait entrer un plus grand nombre de femmes dans la vie active en abaissant les taux d'imposition élevés auxquels est soumis le second salarié dans les couples. ■

ISBN 9264108343. Pour commander, voir les pages « Nouvelles publications » ou consulter www.oecd.org/bookshop. Voir www.oecd.org/els/social/familyfriendly

Une décennie de progrès

Mexique : Progrès dans la mise en oeuvre de la réforme de la réglementation

Le Mexique fête cette année ses dix ans à l'OCDE, clôturant ainsi une décennie riche en événements. Outre la création de l'ALENA en 1994, le pays a connu des crises de change, sans oublier les récentes discussions sur l'internationalisation de l'investissement et du travail ainsi que sur les délocalisations. Depuis son entrée dans l'OCDE, le Mexique a mené un programme de réforme visant à faciliter la transition politique, à renforcer la résilience de l'économie et à soutenir la croissance. *Mexique : Progrès dans la mise en oeuvre de la réforme de la réglementation* montre que le pays est parvenu à moderniser son système et ses institutions et à mener une politique des échanges cohérente et transparente, caractérisée par une réglementation claire et une plus grande ouverture aux investisseurs étrangers.



Le président Fox

Cela étant, *Mexique : Progrès dans la mise en oeuvre de la réforme de la réglementation* suggère également que le gouvernement aille plus loin, particulièrement dans les principaux secteurs d'infrastructure comme les télécommunications, l'eau et les services financiers. Le secteur de l'électricité en particulier nécessite d'importants changements : il faudrait le doter d'une autorité régulatrice plus puissante et instituer plus de concurrence ainsi qu'une plus grande transparence des droits de douane et des subventions.

Le programme mexicain de réformes a été actualisé et le gouvernement a créé une autorité de régulation nationale, la COFEMER, qui a déjà permis d'accélérer les procédures de création d'entreprises. Grâce à l'élimination ou à la simplification de certaines formalités, comme dans l'urbanisme ou l'administration publique, les investisseurs peuvent désormais faire enregistrer et monter une entreprise en une journée, contre 60 jours en moyenne auparavant. Toutefois, le rapport recommande une simplification de la fiscalité ainsi qu'une réforme du marché du travail, particulièrement nécessaires aux petites entreprises.

Mais ces réformes ne sont qu'un début. Le rapport *Mexique : Progrès dans la mise en oeuvre de la réforme de la réglementation* montre aussi que, si les règles ne manquent pas, elles restent insuffisamment appliquées ou sanctionnées. En mai 2004, le président, Vicente Fox, a annoncé un moratoire d'un an sur la création de nouvelles réglementations, pour permettre au gouvernement de mettre en oeuvre les politiques existantes. Ainsi le gouvernement pourra-t-il stimuler l'investissement, créer plus d'emplois et favoriser la compétitivité, afin que le Mexique continue d'avancer, sur la lancée de ses dix premières années à l'OCDE. ■

ISBN 9264-01750X. Pour commander l'ouvrage, voir les pages « Nouvelles publications » ou www.oecd.org/bookshop.



Nouvelles publications, septembre à novembre 2004

Toutes les publications sont disponibles en version papier ou en version électronique. Pour d'autres titres, consulter www.oecd.org/bookshop.

OCDE Forum 2004 :
Coup de projecteur sur le Forum 2004
ISBN 9264108483
68p, publication gratuite.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Biomass and Agriculture :
Sustainability, Markets and Policies
ISBN 9264105549
568p, €52 \$60 £37 ¥7 100
Disponible uniquement en anglais.

Achieving Ukraine's Agricultural
Potential: Stimulating Agricultural
Growth and Improving Rural Life
Code OCDE 512004081E1
Coédité avec la Banque mondiale.
Gratuit, disponible sur
www.worldbank.org/

AFFAIRES FINANCIÈRES ET ENTREPRISES

Supervising Private Pensions :
Institutions and Methods
ISBN 926401697X
338p, €46 \$58 £32 ¥5 900
Disponible en anglais uniquement.

La mise en œuvre de la Convention
anti-corruption de l'OCDE
ISBN 9264101152
418p, €375 \$431 £252 ¥47 900

Financial Market Trends, No. 87
Code OCDE 272004021P1
242p, 10 tableaux, 36 graphiques.
Disponible uniquement en anglais et par
abonnement.
Quelles sont les perspectives boursières ?
Quelles politiques doivent être menées
pour encadrer les échanges croissants avec
les économies émergentes ?

AFFAIRES FISCALES

La politique fiscale dans les pays de
l'OCDE : Évolutions et réformes récentes
ISBN 9264016600
173p, €24 \$30 £16 ¥3 100
Disponible en anglais uniquement.

Statistiques des recettes
publiques 1965-2003
ISBN 9264017852
316p, €90 \$113 £62 ¥11 500

Modèle de convention fiscale
concernant le revenu et la fortune,
volumes 1 et 2
ISBN 926429922X
978p, €80 \$96 £55 ¥10 300

DÉVELOPPEMENT ET AIDE

Culture de gouvernance et
développement : Un autre regard sur la
gouvernance d'entreprise

À paraître prochainement

- Étude économique du Royaume-Uni (décembre 2004)
- Apprendre aujourd'hui, réussir demain : Premiers résultats de PISA 2003 (décembre 2004)
- Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE (décembre 2004)
- Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE (décembre 2004)
- Prestations et salaires: Les indicateurs de l'OCDE (décembre 2004)
- Étude économique du Canada (janvier 2005)

ISBN 9264017305
148p, €19 \$24 £13 ¥2,500
Voir revue.

Intégration régionale, IDE
et compétitivité en Afrique australe
ISBN 9264006532
160p, 21 tableaux

€40 \$30 28 5,100
L'Afrique australe est dotée de vastes
ressources naturelles et d'une main-
d'œuvre relativement qualifiée. Elle devrait
donc attirer énormément d'investissements
directs étrangers (IDE). Mais ce n'est pas le
cas. En fait, même l'investissement
intérieur est faible. Cet ouvrage analyse les
flux d'investissements dans la région et le
rôle de l'IDE dans les principaux secteurs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Manuel pour la création de marchés
de la biodiversité : Questions pratiques
ISBN 926400646X
192p, €32 \$40 £22 ¥4 100

Biomass and Agriculture :
Sustainability, Markets and Policies
568p, €52 \$60 £37 ¥7 100
Dans quelle mesure la biomasse agricole
contribue-t-elle au développement durable
? Quelles politiques doivent-elles être mises
en œuvre ?
Disponible en anglais uniquement.

ÉCHANGES

Textile et vêtement : Faire
face aux mutations
ISBN 9264018565
220p, 77 tableaux, 14 graphiques
€31 \$39 £21 ¥3 900

ÉCONOMIE

Perspectives économiques
de l'OCDE : décembre n° 76
ISBN 9264007776
290p, €78 \$97 £52 ¥10,400
Cette édition couvre les perspectives jusqu'à
la fin de 2006, avec deux chapitres
analytiques abordant les questions suivantes :
Quelles sont les principales causes de la
flambée récente du prix du pétrole ? Quelles

sont les conséquences économiques des
chocs pétroliers et quels sont les ajustements
de politiques appropriés en réponse à de tels
chocs ? Dans quelle mesure les interventions
de politique budgétaire risquent-elles d'être
rendues inopérantes par des évolutions
simultanées de l'épargne privée liées aux
anticipations ? De quelle manière la
composition de l'intervention budgétaire –
recettes, dépenses courantes ou
investissement public – influence-t-elle la
réaction compensatrice de l'épargne privée ?

Trade and Competitiveness in
Argentina, Brazil and Chile:
Not as Easy as A-B-C
ISBN 9264108718
236p, €35 \$44 £24 ¥4 500
Disponible uniquement en anglais.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE
Chaque étude : €42 \$52 £28 ¥5 600

République tchèque
ISBN 9264007172
237p, 37 tableaux, 35 graphiques
Thèmes spéciaux : Politique en matière
d'immigration : comment faire face aux
besoins engendrés par le vieillissement de
la population active ; Questions
environnementales pour le développement
durable.

Canada
ISBN 9264006915
208p, 20 tableaux, 77 graphiques
Les résultats économiques ont été
satisfaisants, et les politiques
macroéconomiques sont adéquates, la
concurrence sur les marchés de produits
pourrait être intensifiée, et il faudrait
s'attaquer aux obstacles qui entravent
l'accroissement de l'intensité capitalistique
et les investissements en capital humain.

Turquie
ISBN 9264006834
200p, 22 tableaux, 58 graphiques
Thèmes spéciaux : Améliorer la qualité et
l'efficacité de la dépense publique ; Créer
un environnement commercial ouvert et
non discriminatoire.

Finlande
ISBN 9264006591
228p, 16 tableaux, 62 graphiques
La performance éblouissante de ce pays depuis
quelques années est menacée par le
vieillesse de la population, ainsi que

par la baisse de la productivité et des prix
dans le secteur des TIC. Pour remédier à
ces pressions, l'OCDE suggère de
dynamiser la concurrence et d'accroître
l'emploi en mettant un frein aux
programmes de départs à la retraite
anticipés et en diminuant les allocations de
chômage.

Portugal
ISBN 9264017666
208p, 27 tableaux, 82 graphiques
Les progrès du Portugal vers la
convergence économique avec le reste de
l'Europe se sont ralentis ces dernières
années et l'OCDE recommande de
dynamiser la croissance grâce à des
politiques de développement du capital
humain, en favorisant la mobilité de la
main d'œuvre, et en facilitant l'innovation
et la diffusion des nouvelles technologies.
Le dossier spécial de cette édition est
consacré à la réforme du système de santé.

ÉDUCATION

Apprendre aujourd'hui,
réussir demain : Premiers résultats de
PISA 2003
ISBN 9264007253
530p, 90 tableaux, 100 graphiques
€60 \$75 £42 ¥7 700
Les élèves sont-ils bien préparés aux défis de
l'avenir ? Sont-ils véritablement capables
d'analyser, de raisonner et de communiquer
leurs idées ? Ont-ils les moyens de continuer
à apprendre tout au long de leur vie ?

Examens des politiques
nationales d'éducation
Danemark : Les enseignements
de PISA 2000
ISBN 9264017933
198p, €37 \$46 £26 ¥4 700
L'enquête PISA 2000 a ébranlé les
convictions des Danois : leur système
éducatif ne serait donc pas le meilleur au
monde. Dans leur rapport, les examinateurs
recommandent de prendre des mesures
susceptibles de mieux évaluer ces
performances à tous les niveaux, de maîtriser
les effets du milieu familial sur les résultats
des élèves, de faire en sorte que les
responsables des écoles et les enseignants
soient mieux armés pour accomplir leur
mission, et d'assouplir l'accord collectif qui
régit les fonctions et les horaires de travail du
personnel scolaire. Les données sur
lesquelles s'appuie ce rapport sont
disponibles à l'adresse suivante :
www.pisa.oecd.org.

Concevoir les environnements
d'apprentissage du XXI^e siècle
ISBN 9264006494
100p, Prix disponible prochainement.

Cofinancer la formation tout au
long de la vie: Vers une approche
systémique
ISBN 9264018115
85p, €24 \$29 £17 ¥3100

La gestion de la recherche universitaire : Relever le défi au niveau des établissements □
ISBN 9264017445
280p, 33 tableaux
€55 \$69 £38 ¥7 000

EMPLOI ET SOCIÉTÉ

Viellissement et politiques de l'emploi : Corée □
ISBN 9264017372
148p, €24 \$24 £15 ¥2 900
À l'heure actuelle, la Corée est l'un des plus jeunes de tous les pays de l'OCDE, mais d'ici le milieu du siècle elle sera devenue l'un des plus âgés. Comment la Corée peut-elle améliorer les perspectives d'emploi des salariés les plus âgés ? Comment adapter la politique de l'emploi aux spécificités de ces salariés ? Comment réformer le système des retraites ?

Income Disparities in China: An OECD Perspective □
ISBN 9264017216
280p, 57 tableaux, 26 graphiques
€40 \$51 £28 ¥5 100
Disponible en anglais uniquement.

Bébés et employeurs - Comment réconcilier travail et vie de famille (Volume 3) : Nouvelle-Zélande, Portugal et Suisse □
ISBN 926410836X
200p, €29 \$36 £20 ¥3 900
Voir revue.

Prestations et salaires : Les indicateurs de l'OCDE □
Co-édité avec La Commission Européenne
168p, 24 tableaux, 72 graphiques
€24 \$29 £17 ¥3 100
Cette nouvelle édition donne une description détaillée de l'ensemble des prestations en espèces accessibles aux personnes ayant un emploi et aux personnes sans emploi, et des impôts dont elles étaient passibles dans les pays de l'OCDE en 2001 et 2002.

Migration et emploi : Les accords bilatéraux à la croisée des chemins □
ISBN 926410870X
272p, €37 \$46 £25 ¥4 700
Cette publication dresse un panorama des pratiques des pays de l'OCDE relatives au recrutement de main-d'œuvre étrangère. Elle analyse les obstacles qui peuvent entraver la négociation d'accords de recrutement de main-d'œuvre. Elle présente également les perspectives liées à une éventuelle coopération en matière de migration de main d'œuvre ou de développement dans les pays d'origine.

ÉNERGIE

World Energy Outlook 2004 □
ISBN 9264108173
578p, €150 \$188 £104 ¥19 200
Disponible en anglais uniquement.

Emissions de CO2 dues à la combustion d'énergie : 1971/2002 □
ISBN 9264107398
552p, €105 \$130 £73 ¥14 400

Dernières synthèses

Publications gratuites en ligne sur www.oecd.org

□ Études économiques du Canada, de la Finlande, du Portugal, de la Turquie

□ Politiques macroéconomiques : nouvelles problématiques sur l'interdépendance

□ La modernisation du secteur public : la modernisation des structures organisationnelles

□ Le revenu des ménages agricoles : pour des politiques mieux informées

□ L'internationalisation de l'enseignement supérieur

□ Les principes de gouvernement d'entreprise à l'OCDE

□ Droit et politique de la concurrence au Japon

Développement des compétences dans le domaine de l'énergie nucléaire □
ISBN 926410853X
104p, €16 \$20 £11 ¥2 100

Hydrogen and Fuel Cells: Review of National R&D Programs □
ISBN 9264108831
206p, €100 \$125 £69 ¥12 800
Disponible en anglais uniquement.

ENVIRONNEMENT

The Benefits of Climate Change Policies □
ISBN 9264108327
400p, 20 tableaux, 40 graphiques
€52 \$65 £36 ¥6 700
Disponible en anglais uniquement.

Lignes directrices pour les essais de produits chimiques : Quinzième addendum – 2004 □
ISBN 9264017968
244p, €70 \$88 £49 ¥9 000

Examens environnementaux de l'OCDE : Canada □
ISBN 9264107770
262p, 24 tableaux, 65 graphiques
€37 \$46 £24 ¥4 500

Examens environnementaux de l'OCDE : Espagne □
ISBN 9264108645
180p, 30 tableaux, 18 graphiques
€37 \$46 £24 ¥4 500

GOUVERNANCE

Les nouvelles formes de gouvernance et le développement économique □
ISBN 9264015310
232p, 16 tableaux
€60 \$75 £42 ¥7 700

Examens territoriaux de l'OCDE Mexique □
ISBN 9264299343
208p, 34 tableaux, 37 graphiques
€45 \$45 £28 ¥5 200
Le rapport se concentre plus particulièrement sur trois objectifs prioritaires dans le combat et la correction des fortes disparités régionales au Mexique : réduire la pauvreté, stimuler la compétitivité et améliorer la connectivité.

Examens de l'OCDE de la réforme de la réglementation : Mexique : Progrès dans la mise en oeuvre de la réforme de la réglementation □
ISBN 926401751X
250p, 6 tableaux, 21 graphiques
€40 \$46 £27 ¥5 100
Voir revue.

France : Vers des orientations stratégiques plus claires □
ISBN 9264015477
202p, 12 tableaux, 19 graphiques
€40 \$46 £27 ¥5 100

INDUSTRIE, SCIENCE ET INNOVATION

Patents, Innovation and Economic Performance □
ISBN 9264015264
356p, €70 \$88 £49 ¥9 000
Disponible en anglais uniquement.

Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE : Édition 2004 □
ISBN 9264016864
85p, 106 tableaux, 188 graphiques
€58 \$73 £59 ¥10 900
Cet ouvrage décrit la dynamique récente du marché et dresse un panorama de la mondialisation du secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) ainsi que de la progression de l'approvisionnement international que favorisent ces technologies. Il analyse le développement et les incidences des cyberprocessus d'entreprise et décrit l'évolution des secteurs fournisseurs de biens et de services liés aux TIC. Cette publication montre également que les disparités relatives aux TIC ne se situent plus au niveau de l'accès à ces technologies : elles résident maintenant dans la manière dont on utilise ces technologies

SANTÉ

L'assurance-maladie privée dans les pays de l'OCDE □
ISBN 9264015655
240p, 32 tableaux, 22 graphiques
€50 \$63 £35 ¥6 400
Ce rapport rend compte de la première analyse comparative jamais faite du rôle et de la performance de l'assurance-maladie

privée dans les pays de l'OCDE. Quel impact l'assurance-maladie privée a-t-elle sur les systèmes de santé ? Quelle incidence a-t-elle sur la couverture des soins et l'accès aux services de santé ?

Vers des systèmes de santé plus performants □
ISBN 9264015620
374p, 3 tableaux, 2 graphiques
€42 \$52 £29 ¥5 300
Cet ouvrage jette un jour nouveau sur les politiques de santé. Il rassemble une série d'études thématiques réalisées dans le cadre du Projet de l'OCDE sur la santé.

STATISTIQUES

Manuel sur les indicateurs de la mondialisation économique □
ISBN 9264108092
257p, €55 \$69 £38 ¥7 000
Le présent Manuel a pour but non pas d'évaluer les nombreuses conséquences de la mondialisation mais de mesurer son ampleur et son intensité. Il définit les concepts et propose des lignes directrices pour le recueil des données et la mise au point d'indicateurs. Les indicateurs proposés concernent en grande partie l'activité des firmes multinationales, qui constituent l'acteur principal de ce processus, notamment dans le domaine des échanges, de l'investissement international et des transferts de technologie.

Statistiques de la population active 1983-2003 □
ISBN 9264017488
442p, €120 \$150 £83 ¥15 400

Energy Prices and Taxes: Third Quarter 2004 □
Code OCDE 622004031P1
504p
Disponible uniquement par abonnement.

TRANSPORTS

Aller de l'avant : Politiques nationales en faveur du vélo □
ISBN 9282123251
108p, €24 \$29 £17 ¥3 100
Cette publication présente les expériences de 21 pays et de 7 municipalités dans l'élaboration et la mise en œuvre de mesures et de politiques visant à promouvoir le cyclisme comme mode de transport.

Améliorer l'accès aux transports publics □
ISBN 9282113248
100p, 24 \$29 £17 ¥3 100
Ce rapport montre combien la coopération entre les prestataires de services des transports publics et les autorités locales est importante. En effet, une telle coopération peut contribuer à rendre les transports publics plus accessibles. Ce rapport s'appuie sur l'expérience de quatre villes : Göteborg (Suède), Grenoble (France), Prague (République tchèque) et Liverpool (Royaume-Uni).

À chacun sa méthode !

*Culture de gouvernance et développement :
Un autre regard sur la gouvernance d'entreprise*

De nombreux experts font valoir que les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE ne sont pas adaptés aux problèmes auxquels doivent faire face les pays en développement, et que les affaires comme celles d'Enron ou de Parmalat ne touchent que des pays prospères de l'OCDE. Ont-ils raison, sachant qu'un gouvernement d'entreprise défaillant peut avoir des retombées catastrophiques sur la croissance économique d'un pays - sans parler des lourdes conséquences sur la vie de millions d'individus ?

Les auteurs de l'ouvrage intitulé *Culture de gouvernance et développement* n'en sont pas convaincus. Certes, comme le fait remarquer le Centre de développement de l'OCDE, la période de forte croissance qu'ont connue le continent européen après la guerre et certains pays du « miracle asiatique » des années 60 aux années 90 a eu lieu alors que les structures de gouvernement d'entreprise étaient, à la lumière des critères actuels, extrêmement lacunaires. De fait, l'âge d'or qu'a connu la France entre 1945 et 1973 (les « Trente Glorieuses »), époque au cours de laquelle le pays a connu la plus forte croissance de son histoire, en témoigne, et le présent ouvrage contient une étude particulièrement approfondie de l'expérience française.

Mais la plupart des pays en développement font face à des enjeux difficiles sur le marché mondial d'aujourd'hui. Les auteurs se demandent si le système de gouvernance actuel, qui satisfait les critères de

la zone OCDE, favorise la croissance dans d'autres régions ou s'il y fait obstacle.

Il n'est pas facile de répondre à cette question, nous dit *Culture de gouvernance et développement*, mais les auteurs affirment qu'en tout état de cause la bonne gestion des affaires publiques et un bon gouvernement d'entreprise favorisent le développement d'un pays. Les pays comme la Corée ou Singapour, qui ont réussi de manière spectaculaire à rattraper les économies industrialisées comme le Japon et les États-Unis, avaient mis en place des systèmes privilégiant la bonne gestion des affaires publiques et l'intérêt général plutôt que de suivre la logique des entreprises, source potentielle de conflits d'intérêts privés. Les pays en développement pourraient souhaiter se pencher un peu plus sur ces exemples nouveaux et non se plier aux règles de l'école de la gouvernance venues des États-Unis et du Royaume-Uni, ajoute *Culture de gouvernance et développement*. En apportant un nouvel éclairage sur les différentes cultures de gouvernance, leur logique, leur dynamique mais aussi leurs pièges possibles, le présent rapport démontre que s'il est important de favoriser la bonne gouvernance, nous devrions revoir notre manière de juger de la qualité des institutions d'un pays. ■



ISBN 9264-017291. Voir les pages ou le site www.oecd.org/bookshop pour commander l'ouvrage.

Abonnez-vous à l'OBSERVATEUR

Oui, je désire m'abonner à l'Observateur pour 6 exemplaires avec le supplément l'OCDE en chiffres d'une valeur de €15.

€ 50
 USD 50
 JPY 5 900
 GBP 31

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire.

Version anglaise (0100001P) ISSN 0029-7054
 Version française (0100002P) ISSN 0304-3398

Commandez vos publications en ligne : www.oecd.org/bookshop, ou demandez les Nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Où effectuer la livraison ?

Nom
 Organisation Profession Pays
 Adresse Téléphone
 Fax
 Code postal Ville E-mail.....

Règlement

Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
 Veuillez débiter ma carte de crédit VISA/Master Card/American Express

TOTAL À PAYER :

N° de carte Date d'expiration

Signature.....
 Date

Où envoyer votre commande

Pour l'Autriche, l'Allemagne et la Suisse :
 UNO Verlag
 Am Hofgarten 10
 53113 BONN, GERMANY
 Tel : (49-228) 949 020
 Fax : (49-228) 949 0222
 E-mail : oced@uno-verlag.de
 Internet : www.oecd.org/deutschland

Pour l'Asie :
 OECD TOKYO Centre
 3rd Floor, Nippon Press Ctr. Bldg
 2-2-1 Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku
 TOKYO 100-0011, JAPAN
 Tel : (81-3) 5532 0021
 Fax : (81-3) 5532 0035
 E-mail : center@oecdtokyo.org
 Internet : www.oecdtokyo.org

Pour l'Amérique latine :
 OECD MEXICO Centre
 Av. Presidente Mazaryk 526
 Colonia: Polanco C. P.11560
 MEXICO D.F., MEXICO
 Tel : (52-55) 5281 3810
 Fax : (52-55) 528 00 480
 E-mail : mexico.contact@oecd.org
 Internet : rtn.net.mx/ocde/

Pour les États-Unis :
 OECD Distribution Center
 c/o Extenza-Turpin
 56 Industrial Park Drive
 Pembroke, MA 02359 USA
 N° vert : (1-800) 456 6323
 Tel : (1-781) 826 7572
 Fax : (1-781) 829 9052
 Email : OECDNA@extenza-turpin.com
 Internet : www.oecdwash.org

Pour le reste du monde :
 OECD c/o Turpin Distribution
 Services Ltd.
 Stratton Business Park, Pegasus
 Drive, Biggleswade, Bedfordshire,
 SG18 8QB United Kingdom
 Fax : (44)1767 601640
 E-mail : books@extenza-turpin.com
 E-mail : subscriptions@extenza-turpin.com

Ménages sans emploi

Le chômage est historiquement faible dans de nombreux pays de l'OCDE. A quelques exceptions près, il est inférieur à 10 % dans tous ces États. Mais pour les ménages, le tableau est plus nuancé. L'édition 2005 du *Panorama de la société* révèle que même au Royaume-Uni, où le chômage des individus reste faible, en 2000, ils n'étaient pas moins de 13 % à vivre dans un ménage sans emploi. En Allemagne, 16 % de la population sont dans ce cas, et en France, on en compte 11 %. Aux États-Unis, le phénomène est moins marqué : en effet, seulement 5 % de la population vit dans un ménage dont le chef de famille est d'âge actif et dans lequel personne n'a d'emploi.

Dans la zone OCDE, la part de la population vivant dans un ménage sans emploi diminue lentement, car la hausse du taux d'emploi a plutôt bénéficié aux ménages bi-actifs. Or ce sont les ménages sans emploi qui sont les plus affectés par la pauvreté, surtout les enfants qui voient ainsi leurs perspectives d'éducation et d'emploi assombries.

En outre, le non-emploi touche 32 % des familles monoparentales, contre seulement 5 % dans les familles biparentales. Or, le nombre de ménages comptant un parent isolé va croissant. Il faudra que l'emploi progresse de manière plus significative pour réduire à la fois le non-emploi des ménages et la pauvreté. ■

Personnes vivant dans des ménages dont un membre au moins est en âge de travailler, mais dont aucun membre n'a d'emploi, en % de la population totale



Les données datent de 1999 pour l'Autriche et la Grèce, de 2001 pour l'Allemagne, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et la Suisse, de 2002 pour la République tchèque, le Mexique et la Turquie, et de 2000 pour tous les autres pays.

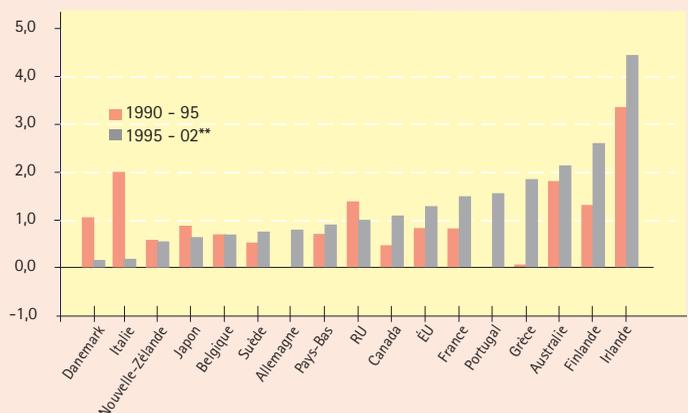
Source : OCDE, *Panorama de la société*, à paraître.

Productivité des entreprises

Toutes les entreprises cherchent à accroître leurs gains et demeurer compétitives. Elles s'efforcent donc d'augmenter la productivité de leur main-d'œuvre et de leur capital. Mais c'est vers l'interaction de ces deux facteurs que s'oriente désormais l'intérêt des décideurs. Il s'agit de la productivité multifactorielle (PMF), ou productivité totale des facteurs, qui devient un précieux instrument de mesure de performances. La PMF traduit l'efficacité combinée de la main-d'œuvre et du capital, et intègre des facteurs de production comme le savoir et la gestion. À la différence de la productivité de la main-d'œuvre, indicateur plus couramment cité, elle ne peut être stimulée simplement en augmentant le capital ou en licenciant les travailleurs improductifs. Mais elle est aussi plus difficile à mesurer.

De surcroît, l'accélération de la PMF explique en partie la reprise de la croissance observée dans certains pays de l'OCDE dans les années 90. La croissance de la PMF s'est accélérée en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Finlande, en France, en Grèce et en Irlande, mais dans des pays comme l'Allemagne, l'Espagne, le Danemark, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni, elle a ralenti. Ces gains témoignent peut-être d'une amélioration des compétences et de la technologie. En même temps, l'organisation et l'innovation ont sans doute permis à certaines combinaisons main-d'œuvre/capital de rendre la production plus efficiente. Si la notion de PMF est difficile à appréhender, elle

Croissance de la productivité multifactorielle basée sur l'indice des prix harmonisés pour les biens d'équipement TI, % en moyenne annuelle*



*Les estimations de l'OCDE diffèrent des estimations nationales pour les pays où celles-ci sont disponibles, car les travaux de l'OCDE visent à élaborer des estimations comparables pour le plus grand nombre de pays possible.

**Ou dernière année disponible, c'est-à-dire 1995-2001 pour la Belgique, le Danemark, la Finlande, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, la Suède et le RU.

Source : OCDE

reflète la diversité des facteurs qui stimulent la productivité des entreprises. Aux pouvoirs publics d'apporter leur pierre en assurant un environnement économique favorable. ■

Voir la nouvelle base de données de l'OCDE sur la productivité sur : www.oecd.org/statistics/productivity

			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
Allemagne 	Produit intérieur brut	T2 04	0,50	1,50	Balance courante	T2 04	28,12	6,77
	Indicateur avancé	sept. 04	0,10	4,70	Taux de chômage	sept. 04	9,90	9,70
	Prix à la consommation	sept. 04	-0,30	1,80	Taux d'intérêt		*	*
Australie 	Produit intérieur brut	T2 04	0,60	4,10	Balance courante	T2 04	-8,55	-7,77
	Indicateur avancé	sept. 04	-0,20	1,70	Taux de chômage	sept. 04	5,60	5,90
	Prix à la consommation	T3 04	0,40	2,30	Taux d'intérêt	oct. 04	5,41	4,97
Autriche 	Produit intérieur brut	T2 04	0,90	1,80	Balance courante	T2 04	-0,30	-0,30
	Indicateur avancé	sept. 04	0,30	6,40	Taux de chômage	sept. 04	4,50	4,40
	Prix à la consommation	sept. 04	0,00	2,10	Taux d'intérêt		*	*
Belgique 	Produit intérieur brut	T3 04	0,80	3,00	Balance courante	T2 04	2,80	3,70
	Indicateur avancé	sept. 04	0,20	5,50	Taux de chômage	sept. 04	7,70	8,00
	Prix à la consommation	oct. 04	0,50	2,90	Taux d'intérêt		*	*
Canada 	Produit intérieur brut	T2 04	1,10	3,00	Balance courante	T2 04	7,66	3,79
	Indicateur avancé	sept. 04	-0,40	1,60	Taux de chômage	sept. 04	7,10	7,90
	Prix à la consommation	sept. 04	0,10	1,80	Taux d'intérêt	oct. 04	2,57	2,68
Corée 	Produit intérieur brut	T2 04	0,60	5,80	Balance courante	juil. 04	4,45	1,17
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	sept. 04	3,50	3,50
	Prix à la consommation	oct. 04	0,00	3,80	Taux d'intérêt	sept. 04	3,50	3,80
Danemark 	Produit intérieur brut	T2 04	0,20	2,60	Balance courante	T2 04	1,93	1,58
	Indicateur avancé	sept. 04	0,00	8,20	Taux de chômage	sept. 04	5,30	5,70
	Prix à la consommation	sept. 04	0,60	1,10	Taux d'intérêt	oct. 04	2,16	2,15
Espagne 	Produit intérieur brut	T2 04	0,50	2,60	Balance courante	juil. 04	-4,07	-1,78
	Indicateur avancé	sept. 04	0,50	1,60	Taux de chômage	sept. 04	10,06	11,30
	Prix à la consommation	sept. 04	0,20	3,20	Taux d'intérêt		*	*
États-Unis 	Produit intérieur brut	T3 04	0,90	3,90	Balance courante	T2 04	-166,18	-133,88
	Indicateur avancé	sept. 04	-0,50	4,60	Taux de chômage	sept. 04	5,40	6,10
	Prix à la consommation	sept. 04	0,20	2,50	Taux d'intérêt	oct. 04	2,04	1,10
Finlande 	Produit intérieur brut	T2 04	0,70	2,70	Balance courante	août 04	0,78	0,42
	Indicateur avancé	sept. 04	-0,20	2,80	Taux de chômage	sept. 04	8,40	9,00
	Prix à la consommation	sept. 04	0,40	0,40	Taux d'intérêt		*	*
France 	Produit intérieur brut	T2 04	0,70	2,80	Balance courante	août 04	-1,81	0,90
	Indicateur avancé	sept. 04	0,70	5,80	Taux de chômage	sept. 04	9,60	9,60
	Prix à la consommation	sept. 04	0,10	2,10	Taux d'intérêt		*	*
Grèce 	Produit intérieur brut	T2 04	-0,60	3,90	Balance courante	août 04	1,50	0,95
	Indicateur avancé	août. 04	-1,00	-0,90	Taux de chômage	déc. 03	9,30	9,50
	Prix à la consommation	sept. 04	2,00	2,80	Taux d'intérêt		*	*
Hongrie 	Produit intérieur brut	T2 04	6,20	4,00	Balance courante	avr. 04	-0,99	-0,60
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	sept. 04	5,90	5,70
	Prix à la consommation	sept. 04	0,10	6,60	Taux d'intérêt	sept. 04	11,00	9,43
Irlande 	Produit intérieur brut	T2 04	0,30	4,10	Balance courante	T2 04	-0,13	-0,47
	Indicateur avancé	sept. 04	0,70	14,10	Taux de chômage	sept. 04	4,40	4,70
	Prix à la consommation	sept. 04	0,10	2,50	Taux d'intérêt		*	*
Islande 	Produit intérieur brut	T2 04	3,20	6,40	Balance courante	T2 04	-0,16	-0,18
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	sept. 04	3,40	3,60
	Prix à la consommation	oct. 04	0,80	3,70	Taux d'intérêt	sept. 04	6,77	4,49
Italie 	Produit intérieur brut	T2 04	0,30	1,20	Balance courante	mai 04	-0,86	-1,73
	Indicateur avancé	sept. 04	0,60	-0,60	Taux de chômage	jan. 04	8,50	8,90
	Prix à la consommation	oct. 04	0,00	2,00	Taux d'intérêt		*	*

			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
Japon 	Produit intérieur brut	T2 04	0,30	4,30	Balance courante	août 04	15,73	12,07
	Indicateur avancé	sept. 04	0,20	0,90	Taux de chômage	sept. 04	4,60	5,10
	Prix à la consommation	sept. 04	0,30	0,00	Taux d'intérêt	sept. 04	0,04	0,04
Luxembourg 	Produit intérieur brut	2003	..	2,10	Balance courante	T2 04	0,90	0,54
	Indicateur avancé	sept. 04	0,30	10,00	Taux de chômage	sept. 04	4,30	3,80
	Prix à la consommation	oct. 04	0,40	2,50	Taux d'intérêt		*	*
Mexique 	Produit intérieur brut	T2 04	1,20	3,90	Balance courante	T2 04	-1,82	-2,58
	Indicateur avancé	sept. 04	1,20	5,50	Taux de chômage	sept. 04	3,90	3,60
	Prix à la consommation	sept. 04	0,80	5,10	Taux d'intérêt	oct. 04	8,11	5,38
Norvège 	Produit intérieur brut	T2 04	1,20	4,10	Balance courante	T2 04	7,85	6,48
	Indicateur avancé	sept. 04	1,10	7,10	Taux de chômage	août 04	4,50	4,60
	Prix à la consommation	sept. 04	0,60	1,10	Taux d'intérêt	oct. 04	2,00	2,86
Nouvelle-Zélande 	Produit intérieur brut	T2 04	1,10	6,00	Balance courante	T2 04	-1,30	-0,90
	Indicateur avancé		..	.	Taux de chômage	T2 04	4,00	4,70
	Prix à la consommation	T3 04	0,60	2,50	Taux d'intérêt	oct. 04	6,75	5,19
Pays-Bas 	Produit intérieur brut	T2 04	-0,10	1,40	Balance courante	T2 04	7,26	4,43
	Indicateur avancé	sept. 04	-0,10	4,20	Taux de chômage	août 04	4,70	3,80
	Prix à la consommation	oct. 04	0,10	1,40	Taux d'intérêt		*	*
Pologne 	Produit intérieur brut	T2 04	5,60	6,30	Balance courante	août 04	0,20	-0,42
	Indicateur avancé		..	.	Taux de chômage	sept. 04	18,70	19,20
	Prix à la consommation	sept. 04	0,30	4,30	Taux d'intérêt	juil. 04	5,85	5,02
Portugal 	Produit intérieur brut	T2 04	1,20	1,50	Balance courante	août 04	-1,18	-0,95
	Indicateur avancé	sept. 04	-0,30	-0,20	Taux de chômage	sept. 04	6,50	6,30
	Prix à la consommation	sept. 04	0,00	2,10	Taux d'intérêt		*	*
République slovaque 	Produit intérieur brut	T2 04	9,60	5,40	Balance courante	T2 04	-0,62	-0,02
	Indicateur avancé		..	.	Taux de chômage	sept. 04	18,00	17,50
	Prix à la consommation	sept. 04	0,00	6,60	Taux d'intérêt	sept. 04	8,12	7,36
République tchèque 	Produit intérieur brut	T2 04	1,20	4,10	Balance courante	T2 04	-1,72	-1,51
	Indicateur avancé		..	.	Taux de chômage	sept. 04	8,40	8,00
	Prix à la consommation	sept. 04	-0,80	3,00	Taux d'intérêt	oct. 04	2,67	2,06
Royaume-Uni 	Produit intérieur brut	T2 04	0,90	3,60	Balance courante	T2 04	-11,62	-9,40
	Indicateur avancé	sept. 04	0,50	1,60	Taux de chômage	juil. 04	4,60	5,00
	Prix à la consommation	sept. 04	0,40	3,10	Taux d'intérêt	sept. 04	4,87	3,63
Suède 	Produit intérieur brut	T2 04	1,00	3,50	Balance courante	T2 04	6,44	4,25
	Indicateur avancé	sept. 04	0,30	8,60	Taux de chômage	sept. 04	6,80	5,60
	Prix à la consommation	sept. 04	0,70	0,50	Taux d'intérêt	oct. 04	1,99	2,73
Suisse 	Produit intérieur brut	T2 04	0,40	2,00	Balance courante	T2 04	10,54	9,94
	Indicateur avancé	sept. 04	0,60	4,10	Taux de chômage	T2 04	4,30	4,30
	Prix à la consommation	oct. 04	0,90	1,30	Taux d'intérêt	sept. 04	0,70	0,25
Turquie 	Produit intérieur brut	T2 04	17,90	13,40	Balance courante	T2 04	-3,89	-2,08
	Indicateur avancé	sept. 04	0,00	3,10	Taux de chômage	T2 04	9,30	10,00
	Prix à la consommation	oct. 04	2,20	9,90	Taux d'intérêt	oct. 04	19,59	23,80
Zone euro 	Produit intérieur brut	T2 04	0,50	2,00	Balance courante	août 04	-0,49	3,12
	Indicateur avancé	sept. 04	0,40	3,60	Taux de chômage	sept. 04	8,90	8,90
	Prix à la consommation	sept. 04	0,10	2,10	Taux d'intérêt	oct. 04	2,15	2,14

Définitions et notes :

Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Hongrie, l'Islande, la Pologne, la République slovaque et la Turquie. **Indicateur avancé** : Indice composite, basé sur différents indicateurs de l'activité économique (opinions qualitatives sur la production ou l'emploi, permis de construire, séries financières ou monétaires, etc.), qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier

constant de biens et services. **Balance courante** : US\$ milliards ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Grèce, l'Irlande et les Pays-Bas. **Taux de chômage** : % de la population active civile – taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour la Corée, l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigées des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : Taux à trois mois. * Voir Zone euro. .. = pas disponible. **Source** : Principaux indicateurs économiques, Novembre 2004.

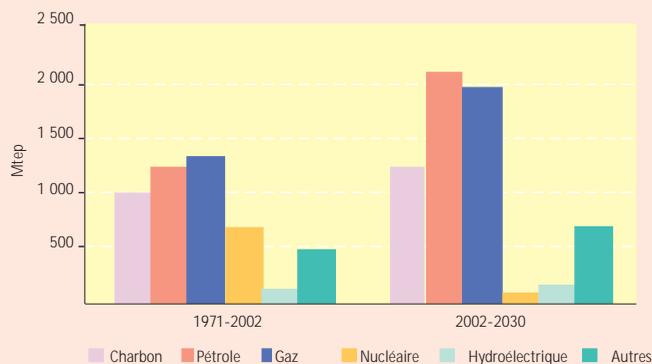
Besoin d'énergie

Si les gouvernements poursuivent les politiques menées depuis mi-2004, les besoins mondiaux en énergie en 2030 seront près de 60 % supérieurs aux besoins actuels, et nécessiteront un investissement total à l'échelle mondiale de plus de 500 milliards d'US\$. C'est le message que contient l'édition 2004 des *Perspectives énergétiques mondiales* publiée par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), organisation sœur de l'OCDE. Toutefois, selon les projections, le taux de croissance de la demande (1,7 %), est à son plus faible niveau depuis trois décennies (2 % en moyenne).

Les deux tiers de cette nouvelle demande proviendront des pays en développement. Or, si l'amélioration de l'accès aux sources d'énergie modernes est indispensable pour réduire la pauvreté, le nombre total d'individus privés d'accès à l'électricité restera très important.

Les combustibles fossiles représenteront 85 % de l'augmentation de la demande mondiale d'énergie primaire. Mais si les ressources énergétiques de la Terre sont loin d'être épuisées, on ne connaît pas le coût exact de leur extraction ni de leur distribution, ce qui remet en question la durabilité du système énergétique actuel.

Demande mondiale d'énergie primaire
Augmentation par source d'énergie



Source : AIE

Cependant, les *Perspectives énergétiques mondiales* présentent un autre scénario possible d'action publique. L'application de certaines mesures environnementales actuellement à l'étude, et le développement rapide des technologies « propres » permettraient probablement d'atténuer les pressions exercées par la demande d'énergie et la pollution, ouvrant ainsi la voie à un avenir plus vert. ■

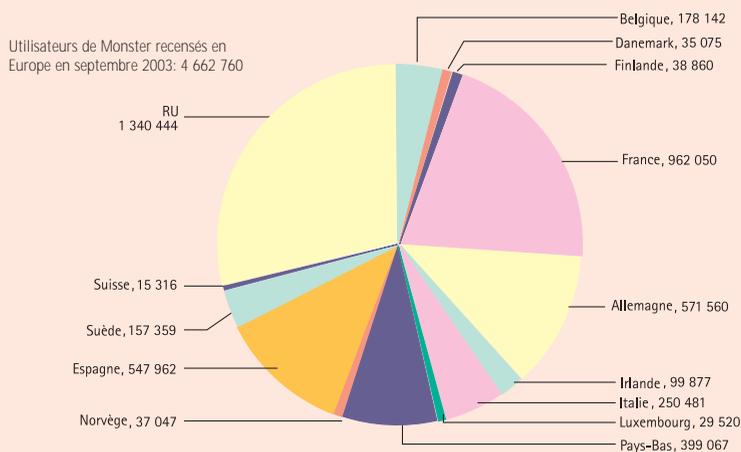
L'emploi en ligne

L'Internet est désormais au service de l'emploi, grâce aux agences de recrutement comme Jobsite.co.uk (Royaume-Uni), Cadremploi.fr (France) et Pasonet.ne.jp (Japon). Ces sites proposent non seulement des annonces, mais aussi des conseils pratiques pour présenter un CV ou passer un entretien. À part ces sites, figurent aussi les moteurs de recherche classiques, tel que Hotjobs de Yahoo.

Selon l'édition 2004 des *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, l'un des principaux avantages du recrutement en ligne est financier, le recrutement par Internet revenant jusqu'à cinq fois moins cher qu'une annonce dans la presse.

Un autre avantage est sa portée internationale. Ainsi, une agence de recrutement, Monster.com, ayant créé son site aux États-Unis il y a dix ans, accueille aujourd'hui les sites de 25 pays, propose 30 millions de CV et plus de 300 000 offres d'emploi.

Monster en Europe



Source : Monster, cité dans l'édition 2004 des *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, disponible à l'adresse suivante : www.oecd.org/bookshop

Depuis septembre 2003, rien qu'en Europe, plus de 4,6 millions de personnes en quête d'emploi ont utilisé cette base de données.

Les gouvernements se servent eux aussi d'Internet pour recruter. En septembre

2003, l'UE a inauguré un portail d'accès gratuit publiant des offres d'emploi européennes (<http://europa.eu.int/eures/index.jsp>), proposant 11 000 offres traduites en 20 langues. ■